

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 16 avril 2026 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°882 ■

PÉTROLE

Economie et géopolitique : qui aura le dernier mot ?

P 16

CROISSANCE ÉCONOMIQUE DE L'ALGÉRIE

Le FMI revoit à la hausse ses prévisions

Tandis que la conjoncture mondiale subit un fléchissement global et une instabilité géopolitique chronique, l'Algérie se distingue par sa solidité économique. Cette vigueur est corroborée par le Fonds monétaire international, qui a récemment relevé ses projections de croissance pour le pays, validant ainsi une trajectoire ascendante malgré un environnement international imprévisible. P 3



INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Un système numérique pour sécuriser l'approvisionnement du marché

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Wassim Kouidri, a présidé, hier au siège de son département ministériel, une réunion de coordination avec la ministre, Haut-commissaire à la numérisation, Mme Meriem Benmouloud, et le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, consacrée à l'examen du projet de système d'information destiné au suivi de l'approvisionnement du marché national en produits pharmaceutiques et à la garantie du bon fonctionnement du service public.

P 2

NOUVEAUX ACCORDS ÉNERGÉTIQUES ET RETOUR DE BP

L'Algérie renforce ses alliances énergétiques

L'Algérie accélère son repositionnement sur le marché mondial de l'énergie en multipliant les partenariats stratégiques et en relançant ses activités d'exploration. Entre rapprochement avec la Jordanie, ouverture technologique vers la Corée du Sud et retour de la major BP, le pays confirme ses ambitions dans un contexte international marqué par de fortes tensions sur l'approvisionnement.

P 5

IA, 5G ET INDUSTRIE ÉLECTRONIQUE

Les axes de collaboration entre l'Algérie et Huawei

L'Algérie accélère son positionnement dans l'économie numérique en misant sur des partenariats technologiques structurants. C'est dans cette dynamique que s'inscrit l'audience accordée, mardi dernier, par le ministre de l'Économie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouaddah, au nouveau PDG de Huawei Algérie, Tony Shi Xiaohua.

P 3

Publicité

SIPSA[®]
FILAHÀ
AGROFOOD

24^{ème}
édition

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL
ET DE LA PÊCHE

**SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE**

18 > 21 MAI 2026

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

Afrika[®]
Food Export

DJAZAUA[®]

BDL

Forte progression des crédits et des dépôts en 2025

La Banque de développement local (BDL) a enregistré des performances positives en 2025 en matière de financement de l'économie nationale, de chiffre d'affaires, de dépôts et de finance islamique.

Synthèse Zahir R

En effet, le montant des crédits accordés par la BDL a dépassé 1 400 milliards de dinars, soit une augmentation de 186 milliards de dinars par rapport à 2024. C'est ce qu'a indiqué le directeur général de la banque, Mohamed Mebarek, dans une déclaration accordée à l'APS, précisant que cette évolution reflète « l'expansion de l'activité de financement et le soutien à l'investissement dans divers secteurs ».

À cet égard, il a affirmé que la banque poursuit son rôle de partenaire financier dans les grands projets structurants, notamment le financement de la ligne minière Ouest, des stations de dessalement d'eau de mer, ainsi que de grands projets agricoles dans les wilayas du Sud.

Concernant la mobilisation des ressources, les dépôts auprès de cette banque publique ont atteint environ 1 663 milliards de dinars, en hausse de 21 % par rapport à 2024, ce qui témoigne d'un renforcement de la confiance des clients et d'une amélioration de la capacité de financement de l'économie, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, l'activité de la finance islamique a connu une croissance remarquable, la majorité des agences disposant désormais de guichets dédiés à ce segment, avec une progression de 29 % dans la collecte des ressources.

Le champ des financements islamiques a également été élargi, notamment dans le domaine du financement de l'acquisition de véhicules.

De plus, les coûts du financement immobilier

islamique ont été réduits pour devenir équivalents à ceux du financement classique, grâce aux mesures de soutien et d'incitation mises en place par l'État.

Répondant à une question sur l'évaluation des performances de la banque, un an après son introduction à la Bourse d'Alger, M. Mebarek a fait état d'un « bilan positif », soutenu par une amélioration notable des indicateurs financiers et une hausse de l'attractivité de l'action, reflétant une nouvelle dynamique dans l'activité de la banque.

Il a ajouté que les ressources mobilisées à travers l'ouverture du capital ont été orientées vers le soutien de l'activité bancaire. Le chiffre d'affaires de l'établissement est ainsi passé de 76 milliards de dinars en 2023 à 96 milliards de dinars en 2024, soit une hausse de 14 %.

Concernant le service de paiement en devises depuis l'étranger via des cartes internationales, lancé par la banque à la fin de l'année dernière au profit des exportateurs de biens et services, une première sur le marché national, le responsable a indiqué que ce service a été bien accueilli par les opérateurs économiques, qui manifestent un intérêt croissant pour la conclusion d'accords afin d'en bénéficier.

Le directeur général a révélé que la BDL travaille actuellement au développement de nouveaux produits numériques qui seront lancés en 2026, dans le cadre de sa stratégie visant à accompagner les transformations technologiques et à renforcer sa compétitivité.

S'agissant des sukuk souverains, il a précisé que

l'opération de souscription lancée par le ministère des Finances est toujours en cours, ajoutant que la banque a déjà atteint environ 75 % de l'objectif fixé, soit une collecte de 15,8 milliards de dinars, avec un montant effectivement souscrit de 11,78 milliards de dinars à la mi-mars, en plus de demandes supplémentaires confirmées dépassant 7 milliards de dinars.

En matière d'inclusion financière, la banque prévoit d'élargir son réseau en ouvrant entre 6 et 7 nouvelles agences en 2026, tout en aménageant 25 agences numériques, dans le cadre de la modernisation des services et de leur rapprochement avec la clientèle.

Dans le même cadre, l'établissement bancaire œuvre à renforcer sa présence dans les nouvelles wilayas, telles qu'El Méniaa, Ouled Djellal et Touggourt, avec des agences en cours de réalisation à Béni Abbès et Ksar Chellala, afin d'assurer une couverture nationale plus large.

La banque prévoit, au cours de 2026, d'équiper les commerçants de plus de 150 000 terminaux de paiement électronique (TPE), en plus de l'installation d'environ 50 distributeurs automatiques de billets, tout en poursuivant le développement des services numériques, selon M. Mebarek.

La BDL continuera également de contribuer au financement des grands projets et de concrétiser des partenariats avec plusieurs institutions financières arabes, islamiques et africaines, dans le cadre de l'échange d'expertises et de l'exploration de nouveaux mécanismes de financement.

TIZI-OUZOU

Identification de 18 assiettes pour l'investissement en milieu urbain

Dix huit (18) assiettes foncières destinées à l'investissement en milieu urbain à Tizi-Ouzou ont été identifiées et seront prochainement mises en ligne sur la plateforme numérique de l'investisseur de l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI), a-t-on appris mercredi auprès des services

de la wilaya. Lors d'une réunion présidée récemment par le wali Aboubakr Essedik Boucetta consacrée à l'investissement et au processus de proposition de publication des assiettes foncières via la plateforme numérique de l'investisseur gérée par l'AAPI, il a été annoncé la disponibilité de 18

lots destinés à l'investissement en milieu urbain, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la wilaya.

La rencontre, à laquelle ont pris part des représentants de l'Agence nationale du foncier urbain (ANFU), de l'AAPI ainsi que les responsables des services des domaines et du ca-

dastre, a été l'occasion de noter que ces assiettes foncières sont aménagées pour recevoir des projets qualitatifs, tels que des centres d'affaires, des espaces commerciaux et des infrastructures hôtelières, devant contribuer à la création de richesse et d'emplois au niveau de la wilaya.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Un système numérique pour sécuriser l'approvisionnement du marché

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Wassim Kouidri, a présidé, hier au siège de son département ministériel, une réunion de coordination avec la ministre, Haut-commissaire à la numérisation, Mme Meriem Benmouloud, et le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, consacrée à l'examen du projet de système d'information destiné au suivi de l'approvisionnement du marché national en produits pharmaceutiques et à la garantie du bon fonctionnement du service public. Lors de cette rencontre, une présentation a été faite des services numériques mis en place par le ministère de l'Industrie pharmaceutique pour assurer le suivi de l'approvi-

sionnement du marché national en produits pharmaceutiques, permettant de tracer l'ensemble de la chaîne de distribution du médicament, depuis les producteurs et importateurs jusqu'aux pharmaciens, en passant par les grossistes, a indiqué le ministre dans un communiqué.

Ce dispositif repose sur une plateforme numérique assurant la collecte et l'analyse des données en temps réel et avec précision. Ce système est fondé sur une obligation de déclaration hebdomadaire des stocks par les fabricants et importateurs, incluant les quantités disponibles, celles en instance de dédouanement auprès de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques, ainsi que les volumes

distribués durant la semaine aux établissements de distribution en gros. Les grossistes sont, quant à eux, tenus à une déclaration mensuelle.

Afin d'assurer un suivi quotidien de l'approvisionnement du marché en médicaments et dispositifs médicaux, le ministre de l'Industrie pharmaceutique a indiqué qu'une cellule dédiée a été installée au niveau du ministère, chargée du suivi des approvisionnements, notamment en médicaments essentiels, ainsi que de l'analyse des indicateurs de disponibilité, en vue de proposer des mesures garantissant la continuité de l'approvisionnement et d'anticiper toute perturbation éventuelle.

De son côté, la Haut-commissaire à la numé-

risation a souligné que la mise en place de ce système d'information permettra de mutualiser les efforts de l'ensemble des secteurs afin de disposer de données fiables et précises, facilitant la prise de décision et renforçant l'efficacité des interventions.

Le ministre de la Poste et des Télécommunications a également insisté sur l'importance de ce système, qui constituera un tableau de bord numérique intégré permettant la collecte et l'analyse de l'ensemble des données et indicateurs techniques, assurant ainsi le suivi de la chaîne d'approvisionnement en médicaments et la prise de décisions en temps opportun.

Z R.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CROISSANCE ÉCONOMIQUE DE L'ALGÉRIE

Le FMI revoit à la hausse ses prévisions

Tandis que la conjoncture mondiale subit un fléchissement global et une instabilité géopolitique chronique, l'Algérie se distingue par sa solidité économique. Cette vigueur est corroborée par le Fonds monétaire international, qui a récemment relevé ses projections de croissance pour le pays, validant ainsi une trajectoire ascendante malgré un environnement international imprévisible.

Par Selma R.

Selon les dernières données publiées à l'occasion du rapport sur les « Perspectives de l'économie mondiale », présenté en marge des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, la croissance de l'économie algérienne devrait atteindre 3,8 % en 2026. Cette estimation marque une révision significative de 0,9 point par rapport aux prévisions d'octobre 2025, qui tablaient sur un taux de 2,9 %. Cette amélioration des perspectives traduit, selon l'institution financière internationale, la capacité de l'économie nationale à maintenir une trajectoire de croissance stable, malgré un environnement économique mondial complexe. Les répercussions des tensions géopolitiques, notamment au Moyen-Orient, continuent pourtant de pe-

ser sur l'activité économique à l'échelle internationale.

À titre de comparaison, le FMI a parallèlement revu à la baisse ses projections de croissance mondiale, désormais estimée à 3,1 % pour 2026, contre 3,3 % anticipés précédemment. L'institution souligne que les risques de dégradation demeurent élevés, en raison notamment de l'escalade des conflits, de la fragmentation géopolitique et des incertitudes liées aux marchés internationaux.

Dans ce contexte global défavorable, la performance attendue de l'Algérie apparaît d'autant plus significative. Elle se rapproche toutefois des prévisions nationales établies dans la dernière loi de finances, qui tablaient sur une croissance légèrement supérieure, à hauteur de 4,1 %.

Au niveau des grandes économies, la ten-

dance est plutôt au ralentissement. Les États-Unis devraient enregistrer une croissance de 2,3 % en 2026, tandis que la Chine verrait son expansion limitée à 4,4 %. Dans la zone euro, la croissance est désormais attendue à 1,1 %, affectant l'ensemble des principales économies du continent. Face à ces perspectives contrastées, le FMI appelle à renforcer la coopération internationale et à maintenir des politiques économiques souples et crédibles afin d'atténuer les effets des chocs actuels et de mieux préparer les économies aux incertitudes futures.

Dans ce paysage mondial incertain, la révision à la hausse des prévisions de croissance de l'Algérie constitue ainsi un signal encourageant, traduisant une certaine solidité macroéconomique et ouvrant des perspectives favorables pour les années à venir.

FORUM PARLEMENTAIRE MONDIAL DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE

L'expérience algérienne en matière d'investissement présentée

L'expérience de l'Algérie en matière d'investissement a été passée en revue lors de la deuxième journée des travaux du Forum parlementaire mondial du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) à Washington, auquel participent les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), Youcef Hamidi et Salim Merah, indique mercredi un communiqué de la Chambre basse du Parlement. Lors de sa participation au débat intitulé "Les investissements dans les marchés émergents", M. Merah a exposé l'expérience algérienne dans ce domaine devant les membres du panel, composé de directeurs exécutifs du FMI et de la BM, évoquant notamment les déclarations de la Directrice générale du FMI à l'issue de sa dernière visite en Algérie et son audience avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Il a mis en avant les constats du FMI concernant "le progrès économique réalisé par l'Algérie au cours des dernières années, suite à une amélioration notable du climat

des affaires à la faveur des réformes juridiques liées à l'investissement et au foncier, la création de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), ainsi que les avancées en termes de numérisation de l'administration". Le député a également rappelé "la hausse significative des exportations hors hydrocarbures, parallèlement à une reprise économique notable après la pandémie de Covid-19 et une baisse des taux d'inflation".

Dans son intervention, le député a également évoqué "les secteurs stratégiques sur lesquels mise l'Algérie, à l'instar des infrastructures numériques, des transports et des services logistiques, y compris les ports et les chemins de fer, ainsi que le secteur de l'énergie avec ses volets conventionnel et renouvelable, outre le soutien et le développement des start-up".

Sur le plan international, M. Merah a insisté sur le fait que "la réalisation de la paix et de la sécurité internationales ne saurait être dissociée de la stabilité économique", af-

firmant que "les valeurs de tolérance religieuse et le respect mutuel entre les peuples constituent la pierre angulaire pour l'édification d'un monde plus équilibré".

Il a, à ce titre, évoqué la visite du pape Léon XIV en Algérie, à l'invitation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, la qualifiant de "message fort" qui démontre que l'Algérie, "terre de la coexistence, a accueilli, à travers son histoire, diverses cultures et religions, et consenti des sacrifices incommensurables pour la liberté et la paix, ce qui renforce l'idée que la paix se construit par la culture de l'acceptation et le respect d'autrui, et non par la force".

Dans le volet économique, il a affirmé que "la réalisation du véritable développement demeure tributaire de l'instauration des fondements de la paix, dans la mesure où la fin des conflits permettra d'orienter les ressources vers des secteurs vitaux, tels que l'enseignement, la santé et la technologie et renforcer la confiance entre États, à même de soutenir le commerce in-

ternational et les partenariats économiques".

Il a, en outre, souligné que l'Algérie, "forte de son histoire de lutte et des sacrifices de son peuple, offre un modèle inspirant, ayant réussi, après la période coloniale, à édifier un État œuvrant à la consolidation de la paix interne et régionale et prônant continuellement le dialogue plutôt que le conflit".

Après avoir souligné que "les indicateurs positifs réalisés par l'Algérie reflètent des bases solides et des perspectives prometteuses afin de diversifier son économie, attirer les investissements et créer les opportunités d'emploi", M. Merah a mis l'accent sur "le rôle central du parlementaire dans l'accompagnement de cette dynamique, à travers la promulgation de législations incitatives à l'investissement, le contrôle de la mise en œuvre des politiques publiques et le renforcement du climat de confiance entre différents acteurs économiques, à même de contribuer à la réalisation du développement durable".

APS

R. E.

IA, 5G ET INDUSTRIE ÉLECTRONIQUE

Les axes de collaboration entre l'Algérie et Huawei

L'Algérie accélère son positionnement dans l'économie numérique en misant sur des partenariats technologiques structurants. C'est dans cette dynamique que s'inscrit l'audience accordée, mardi dernier, par le ministre de l'Économie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadiah, au nouveau PDG de Huawei Algérie, Tony Shi Xiaohua.

Cette rencontre, tenue au siège du ministère en présence de cadres des deux parties, a permis d'explorer de nouveaux leviers de coopération visant à renforcer l'écosystème des start-ups et à impulser le développement de l'économie numérique nationale. Au cœur des échanges, plusieurs axes stratégiques ont été identifiés, traduisant une volonté commune d'inscrire ce partenariat dans une logique de création

de valeur locale.

L'un des principaux chantiers abordés concerne l'accès aux infrastructures de calcul dédiées à l'intelligence artificielle. Dans un contexte marqué par l'essor des modèles de langage avancés, les discussions ont porté sur les modalités d'acquisition de serveurs à haute performance, notamment les GPU, indispensables au développement de solutions innovantes. L'objectif est de doter les start-ups algériennes des moyens technologiques nécessaires pour rivaliser sur des segments à forte intensité numérique. Parallèlement, les deux parties ont insisté sur la nécessité de promouvoir une intelligence artificielle développée localement. Cette orientation vise à encourager l'émergence de solutions adaptées aux besoins du marché national, tout en ouvrant des perspectives d'exportation vers le

continent africain, en pleine transformation digitale.

La valorisation du capital humain a également occupé une place centrale dans les discussions. Il s'agit, selon les responsables présents, de renforcer les compétences nationales à travers des programmes de formation ciblés et un investissement accru dans la recherche et le développement. L'ambition est de faire des talents algériens un pilier de l'innovation technologique, capable de porter des projets structurants à forte valeur ajoutée. Sur le plan industriel, l'accent a été mis sur le développement d'une industrie électronique locale. Les échanges ont évoqué les opportunités d'investissement dans la fabrication d'équipements, avec une intégration progressive des micro-entreprises dans la chaîne de valeur. Une telle orientation pourrait

contribuer à réduire la dépendance aux importations tout en stimulant la production nationale.

Enfin, l'exploitation des potentialités de la 5G a été identifiée comme un levier clé de transformation. Les discussions ont porté sur le déploiement de solutions technologiques développées par des start-up algériennes, notamment dans des applications de terrain à forte valeur ajoutée, allant de l'industrie intelligente aux services numériques avancés. Au terme de cette rencontre, les deux parties ont convenu de jeter les bases d'une coopération structurée et durable, fondée sur une implication accrue des start-ups et une coordination étroite avec les dispositifs d'accompagnement existants, notamment l'accélérateur public Aventure.

S. R.

BÂTIMENT

La planification des projets au centre d'une conférence à Alger

Les enjeux liés à la maîtrise des coûts et à la planification des projets immobiliers ont été au centre d'une conférence organisée, mardi à Alger, où des experts ont mis en avant la nécessité d'adopter une approche globale intégrant l'ensemble des dépenses dès les phases initiales des projets.

Organisée par l'École supérieure des métiers du bâtiment (ESMB), filiale de la Banque nationale de l'habitat (BNH), sous le thème "le coût d'un projet immobilier", cette rencontre a permis de souligner que le coût de construction ne constitue qu'une composante du coût total d'un projet. Intervenant à cette occasion, Abderraouf Baci, expert du secteur du bâtiment, a indiqué que "le coût d'un projet immobilier englobe toutes les dépenses nécessaires à sa réalisation". Selon lui, ces dépenses incluent notamment l'acquisition du terrain, les études techniques, les charges fiscales, ainsi que les coûts de construction, comprenant les matériaux, la main-d'œuvre et les équipements. M. Baci a précisé que "le coût de construction ne représente généralement qu'environ 45% du coût total du projet", insistant sur la nécessité d'intégrer également les frais liés à la recherche et à l'acquisition du foncier, souvent réalisés via des intermédiaires spécialisés. Il a, par ailleurs, rappelé qu'un projet immobilier constitue "une opération complexe visant à concevoir, financer et réaliser un ouvrage", soulignant qu'il doit répondre à un besoin identifié dans un environnement économique, social et réglementaire donné. De son côté, le directeur général de l'ESMB, Youcef Houmadi a indiqué que l'établissement assure la formation de gestionnaires de projets dans le secteur du bâtiment, appelés à maîtriser l'ensemble des paramètres liés à la planification. Dans ce cadre, il a estimé que le gestionnaire doit disposer d'une vision globale des coûts, en intégrant toutes les étapes du projet, y compris la prospection foncière. M. Houmadi a également insisté sur l'importance de la phase d'étude géotechnique, recommandant son intégration en amont de l'étude architecturale afin de mieux anticiper les contraintes liées au terrain. Organisée au siège de la BNH, cette rencontre s'inscrit dans le cadre des "Conférences du bâtisseur", initiées par l'ESMB.

PROJET DE PHOSPHATE
INTÉGRÉ À L'EST DU
PAYS

**Nécessité de respecter
les délais de
réalisation**

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a coprésidé, mardi à Alger, avec le ministre des Mines et des Industries minières, Mourad Hanifi, une réunion de coordination consacrée au suivi de l'état d'avancement du projet de phosphate intégré à Bled El Hadba et Oued El Kebrit, a indiqué un communiqué du ministère.

La réunion, qui s'est déroulée en présence de la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Mines et des Industries minières, Karima Bakir Tafer, du Président directeur général (P-dg) de Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, et du directeur général de la Société nationale de recherche et d'exploitation minière (Sonarem), Reda Belhadj, ainsi que des cadres des deux secteurs, a été consacrée à l'examen du degré d'avancement des différentes composantes de ce projet stratégique, précise le communiqué. Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre les groupes Sonatrach et Sonarem, vise à valoriser les ressources nationales en phosphate, à travers le développement d'une chaîne intégrée incluant l'exploitation et la transformation chimique, renforçant ainsi la contribution du secteur au développement socioéconomique.

La réunion a permis, également, d'évoquer les aspects techniques et logistiques liés au projet, notamment l'exploitation de la mine de Bled El Hadba (wilaya de Tébessa), le projet d'enrichissement du phosphate, ainsi que la réalisation d'un complexe de transformation chimique à Oued El Kebrit (wilaya de Souk Ahras), destiné à la production d'engrais phosphatés et azotés, tels que l'acide phosphorique, l'acide sulfurique et l'ammoniac.

Le projet devrait contribuer à satisfaire la demande nationale en engrais, tout en ouvrant des perspectives d'exportation, en sus de renforcer la sécurité alimentaire nationale, selon le communiqué. Au terme de la réunion, les deux ministres ont souligné la nécessité de renforcer la coordination entre les différents intervenants et de respecter les délais fixés pour la réalisation du projet, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la valorisation des ressources naturelles et au développement de l'industrie de transformation à forte valeur ajoutée.

R. E.

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a examiné, mardi à Alger, une proposition de projet portant sur la création d'une ville d'investissement et industrielle intégrée, à réaliser sur un foncier privé à Boughezoul (wilaya de Médéa), premier du genre étudié au niveau de l'Agence.

Cette proposition a été examinée lors de l'audience accordée par le directeur général de l'agence, Omar Rekkache, au maître d'ouvrage du projet portant création et développement de la ville d'investissement et industrielle intégrée "Sama", conçue comme zone d'activité industrielle implantée sur une assiette foncière d'une superficie totale de plus de 74 hectares, avec la possibilité de son ex-

tension future de 150 hectares supplémentaires. Ce pôle de production devrait accueillir plusieurs unités industrielles, des structures de services et des infrastructures d'appoint, en vue de contribuer à la création d'un tissu industriel intégré et des emplois, selon les explications fournies lors de la rencontre. Il a été procédé, à cette occasion, à la présentation des composantes du projet, des modalités de sa concrétisation et des aspects techniques et économiques, en sus de la situation du foncier et des procédures administratives y afférentes, outre l'examen des différents mécanismes permettant de lever les contraintes existantes, afin de garantir les conditions adéquates à son lancement. A l'issue de la réunion, il a été convenu de poursuivre la coordination entre les différentes parties concernées et d'œuvrer à la

préparation d'une vision pratique définissant le cadre organisationnel et procédural de la réalisation de ce projet, et permettant son passage à la phase d'exécution dans les meilleurs délais, mais aussi de procéder à une visite de terrain au site du projet lundi prochain.

Ce projet proposé constitue une première expérience étudiée par l'Agence, reflétant ainsi la forte volonté de soutenir les initiatives privées et de permettre aux opérateurs économiques de contribuer au développement des zones d'activité, indique l'AAPI. Cette initiative représente également une étape supplémentaire vers la diversification de l'offre foncière destinée à l'investissement et la mise en place de formules innovantes d'aménagement d'espaces économiques et productifs.

R. E.

APPROVISIONNEMENT
EN EAU POTABLE

**Coordination
renforcée entre les
secteurs de l'énergie
et de l'hydraulique**

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le Secrétaire général du ministère de l'Hydraulique, chargé de la gestion du secteur, Omar Bougueroua, ont tenu, mardi au siège du ministère des Hydrocarbures, une réunion de coordination entre les secteurs de l'énergie et de l'hydraulique, consacrée à l'examen des moyens de renforcer et de sécuriser l'approvisionnement en eau potable, que ce soit à partir de l'eau dessalée produite par les stations de dessalement ou des ressources hydriques conventionnelles.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coordination opérationnelle entre les différents acteurs du secteur, notamment entre l'Algerian Energy Company (AEC), filiale du groupe Sonatrach, et les entreprises: la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) et l'Algérienne des eaux (ADE), indique un communiqué du ministère des Hydrocarbures.

Ont pris part à cette réunion le Président-directeur général (Pdg) du groupe Sonatrach, ainsi que les responsables de l'AEC, de SEAAL et de l'ADE, en plus de cadres des deux secteurs.

La rencontre a permis d'examiner l'état de préparation des infrastructures stratégiques de production, de stockage et de distribution d'eau potable, tout en insistant sur la nécessité d'assurer la continuité du service public, notamment à l'approche du pic de consommation durant l'été 2026.

INVESTISSEMENT

**L'AAPI examine un projet de ville
industrielle intégrée prévu à Médéa**

LE PRÉSIDENT DE LA CACI REÇOIT
UNE DÉLÉGATION UKRAINIENNE

**Le renforcement de la coopération
dans la filière laitière examiné**

La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) a examiné, mardi à Alger, avec une délégation ukrainienne, les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine des industries agroalimentaires, notamment dans la filière du lait et ses dérivés, en mettant l'accent sur les opportunités d'approvisionnement du marché national et le développement de partenariats industriels. Cette rencontre a réuni le président de la CACI, Tayeb Chebab, accompagné des présidents des Chambres de commerce et d'industrie des wilayas de Tizi Ouzou et de Boumerdès, avec l'ambassadeur d'Ukraine en Algérie, M. Oleksandr Voronine, accompagné du premier vice-président du Service gouvernemental ukrainien pour la sécurité alimentaire et la protection des consommateurs, ainsi que d'une délégation d'hommes d'affaires ukrainiens. Cette réunion intervient en marge de la par-

ticipation de la délégation ukrainienne au Salon professionnel de la production agroalimentaire "Djazagro", organisé du 12 au 15 avril en cours à Alger.

Lors de cette rencontre, la délégation ukrainienne a présenté un exposé sur ses capacités de production dans le domaine des produits laitiers, exprimant son intérêt pour l'exportation vers l'Algérie de produits tels que le lait en poudre, les fromages et dérivés, ainsi que des équipements et matériels industriels y afférents. De son côté, l'ambassadeur ukrainien a souligné l'importance d'activer l'accord signé en 2021 entre la CACI et son homologue ukrainienne, portant sur la création d'un Conseil d'hommes d'affaires conjoint, estimant que la mise à jour de ce mécanisme est de nature à soutenir le développement des relations économiques et commerciales entre les deux pays.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة والصناعة والتعاون الاقتصادي
وزارة الزراعة والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PECHE
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 15 أبريل 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 15 Avril 2026

Produits	Prix du détail ¹ DA / Kg			المنتجات	
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	63	73	54	البطاطا
	Tomate	226	244	208	الطماطم
	Oignon sec	98	109	88	البصل الجاف
	Ail sec	869	988	750	الثوم الجاف
	Ail vert	223	253	193	الثوم الاخضر
	Carotte	126	139	114	الجزر
	Navet	116	129	103	اللفت
	Petit pois	211	234	187	الجلبانة
	Fève verte	118	135	101	الفول الاخضر
	Courgette	120	137	104	الكوسة
Fruits frais	Haricot vert	317	345	288	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	124	138	110	الخس
	Orange	265	317	213	البرتقال
	Citron	203	230	176	الليمون
Produits d'origine animale	Pomme locale	443	541	346	فواكه طازجة
	Datte	505	638	372	التمر
	Banane	449	465	432	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1973	2120	1826	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	380	393	368	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-12,92	8,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 399,00	1398,00	-0,07	-0,08	-0,83	8,99	5,56	4236	5 921 928,00
BIOPHARM	BIO	2 503,00	2504,00	0,04	0,05	1,42	6,66	6,39	100	250 400,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 090,00	2050,00	-1,91	-5,65	-9,45	9,78	6,10	3843	7 878 150,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,70	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,34	3,97	5,00	0	0,00

NOUVEAUX ACCORDS ÉNERGÉTIQUES ET RETOUR DE BP

L'Algérie renforce ses alliances énergétiques

L'Algérie accélère son repositionnement sur le marché mondial de l'énergie en multipliant les partenariats stratégiques et en relançant ses activités d'exploration. Entre rapprochement avec la Jordanie, ouverture technologique vers la Corée du Sud et retour de la major BP, le pays confirme ses ambitions dans un contexte international marqué par de fortes tensions sur l'approvisionnement.

Par Z. R.

Ces évolutions interviennent alors que les marchés énergétiques mondiaux restent sous pression, notamment en raison des perturbations dans le détroit d'Ormuz et des tensions géopolitiques impliquant l'Iran, ravivant l'intérêt pour des fournisseurs jugés fiables comme l'Algérie. Dans ce cadre, le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, a récemment échangé avec son homologue jordanien afin d'explorer de nouvelles perspectives de coopération. Les discussions ont porté sur le développement des exportations algériennes de pétrole brut, de GPL et de GNL vers le marché jordanien, ainsi que sur des projets liés au stockage et à la distribution des produits pétroliers. Parallèlement, Sonatrach a intensifié ses échanges avec des partenaires sud-coréens, notamment autour de contrats de commercialisation à moyen et long terme portant sur le pétrole brut et des produits dérivés comme le naphta. Un accord a d'ailleurs été signé récemment avec la société S-Oil. Les discussions portent également sur l'intégration de technologies avancées dans l'amont pétrolier et gazier, illustrant la volonté d'ouvrir davantage le secteur à l'expertise internationale. Cette dynamique s'accompagne d'une perfor-

mance notable des exportations, notamment en gaz naturel liquéfié, qui ont atteint 938 000 tonnes en mars, en hausse de 41 % sur un mois. L'Algérie dispose aujourd'hui d'une capacité d'exportation de plus de 40 milliards de mètres cubes de gaz par an et ambitionne de porter sa production à 200 milliards de mètres cubes d'ici 2027.

Sur le plan de l'exploration, l'Algérie a accordé une nouvelle licence à BP dans le bassin oriental, marquant le retour opérationnel de la major britannique. Cette autorisation porte sur des études géologiques et techniques visant à évaluer le potentiel en hydrocarbures, sans inclure, à ce stade, des opérations de forage. Selon l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), cette décision s'inscrit dans une stratégie globale visant à renforcer l'attractivité du domaine minier national, qui s'étend sur plus de 1,7 million de km² et recèle encore d'importantes ressources inexploitées.

Le retour de BP s'inscrit dans une tendance plus large de regain d'intérêt des grandes compagnies internationales, à l'image de Chevron et ExxonMobil, qui ont récemment manifesté leur intérêt pour de nouveaux projets en Algérie.

Dans cette optique, le pays s'apprête à lancer, le 19 avril courant, un nouveau cycle d'appels

d'offres (« Bid Round Algeria 2026 ») portant sur sept zones d'exploration, avec pour objectif d'attirer davantage d'investissements, d'accroître les réserves prouvées et de renforcer les partenariats technologiques.

Cette initiative vise à accroître les réserves prouvées, attirer des investissements directs étrangers, renforcer les partenariats technologiques et soutenir la production à moyen et long terme, dans un contexte de demande mondiale croissante en énergie.

Les résultats du précédent cycle, marqué par la signature de contrats avec des groupes tels que TotalEnergies, QatarEnergy et ENI, témoignent déjà de l'intérêt croissant des investisseurs internationaux pour le potentiel énergétique algérien. Le volume minimal d'investissements dans ce cycle a atteint environ 936 millions de dollars, répartis entre 533 millions de dollars pour les activités d'exploration et 403 millions de dollars pour les opérations de développement, illustrant l'ampleur de l'intérêt international pour les opportunités offertes par le marché algérien. Les estimations ont également révélé des réserves prometteuses dans les zones concernées, comprenant environ 330 milliards de mètres cubes de gaz naturel, 349 milliards de mètres cubes de gaz associé, ainsi que plus de 560 millions de barils de pétrole.

ICT AFRICA SUMMIT 2026 DU 21 AU 23 AVRIL 2026

Alger au cœur de la transformation numérique africaine

Alger s'apprête à accueillir, du 21 au 23 avril 2026, l'un des rendez-vous technologiques majeurs du continent avec la tenue de l'ICT Africa Summit 2026 au Palais des Expositions SAFEX. Cet événement panafricain ambitionne de réunir les acteurs clés de l'écosystème numérique autour des enjeux de l'innovation, de la connectivité et de la transformation digitale. Pendant trois jours, décideurs politiques, entreprises, startups, investisseurs, universitaires et représentants d'institutions publiques se re-

trouveront pour échanger sur les moyens d'accélérer la transition numérique en Afrique et de renforcer les synergies entre les différents acteurs. Fort du succès de l'édition 2025, qui avait attiré plus de 15 000 visiteurs et 150 exposants, ce sommet franchit une nouvelle étape en intégrant quatre forums thématiques majeurs : HealthTech, E-Government, TransportTech et Oil & Gas. Ces espaces offriront une approche à la fois technologique et opérationnelle des défis liés à la modernisation des systèmes de santé, à la di-

gitalisation de l'administration publique, à la mobilité intelligente et à la transformation numérique du secteur énergétique. Au-delà de ces thématiques, l'événement mettra en lumière des sujets stratégiques tels que la souveraineté numérique, la cybersécurité, les Smart Cities, la FinTech, l'AgriTech, l'éducation numérique et l'industrie 4.0. Une attention particulière sera également accordée à la convergence entre créativité et innovation à travers le thème « Art & Tech ». Selon les organisateurs, l'ICT Africa Summit

2026 vise à positionner l'Algérie comme un hub technologique stratégique en Afrique, tout en favorisant les partenariats entre secteurs public et privé. Le programme s'annonce riche, avec des conférences, des panels d'experts, des ateliers techniques, des démonstrations de solutions innovantes, ainsi que des rencontres B2B. Des concours de startups africaines et une exposition internationale réunissant entreprises, institutions et centres de recherche viendront également rythmer cette édition. Synthèse R E.

TARIFS DE L'ÉLECTRICITÉ

L'Algérie confirme son avantage compétitif

Par Selma R.

Malgré une crise énergétique mondiale persistante, l'Algérie continue de faire preuve d'une résilience notable en se classant durablement parmi les pays les plus attractifs en matière de coûts de l'électricité. Ce positionnement stratégique illustre la capacité du pays à valoriser ses ressources locales et à en faire un levier de stabilité, protégeant ainsi son marché domestique des pressions inflationnistes internationales. Avec un tarif de 0,041 dollar par kilowattheure, l'Algérie figure parmi les pays les plus compétitifs au monde, selon les dernières données publiées par la plateforme spécialisée Attaqa.net. Cet avantage tarifaire confère un atout significatif tant aux ménages qu'aux pôles industriels, en réduisant les coûts

énergétiques et en renforçant la compétitivité globale de l'économie nationale. À l'échelle mondiale, ce classement est dominé par des pays disposant d'importantes ressources énergétiques locales. L'Iran arrive en tête avec un tarif particulièrement bas de 0,002 dollar/kWh, soutenu par une politique publique volontariste et une abondance de gaz naturel. D'autres pays, à l'instar de l'Éthiopie, du Kirghizistan et de l'Angola, parviennent également à maintenir des coûts réduits grâce à l'exploitation de leurs ressources nationales, notamment l'hydroélectricité et le charbon. Dans le monde arabe, plusieurs pays se distinguent également, comme la Libye, le Soudan et l'Égypte, qui bénéficient de tarifs relativement faibles en raison de leurs ressources naturelles. Dans cet environnement, l'Algérie s'affirme comme un acteur clé,

combinant une production nationale solide et une politique de soutien à la consommation. Cette compétitivité repose en grande partie sur l'indépendance énergétique du pays, appuyée par d'importantes réserves de gaz naturel et des infrastructures d'exportation performantes. Ce modèle permet non seulement de stabiliser les prix sur le marché national, mais aussi de préserver le pouvoir d'achat des ménages et de soutenir la compétitivité des entreprises. À l'inverse, de nombreux pays importateurs d'énergie subissent fortement la volatilité des marchés internationaux, aggravée par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et les perturbations des chaînes d'approvisionnement. Les risques pesant sur des axes stratégiques, tels que le détroit d'Ormuz, accentuent cette pression et entraînent une hausse des coûts de pro-

duction de l'électricité. Dans ce contexte, les pays capables d'assurer une production énergétique locale, à l'image de l'Algérie, apparaissent mieux armés pour maintenir des tarifs compétitifs. Cette situation constitue un avantage stratégique de premier ordre, notamment pour attirer les investissements industriels, en particulier dans les secteurs à forte intensité énergétique. Toutefois, la pérennité de ces prix bas reste tributaire de plusieurs facteurs, parmi lesquels l'évolution des marchés du gaz et du pétrole, la stabilité géopolitique et le niveau des investissements dans les infrastructures. Dans cette perspective, le développement des énergies renouvelables s'impose comme un levier essentiel pour garantir, à long terme, un équilibre entre compétitivité des coûts, durabilité et sécurité énergétique.

CRÉATION D'UNE
AGENCE
NATIONALE POUR
L'EFFICACITÉ
ÉNERGÉTIQUE

**Le Gouvernement
passe à l'action**

Par Reda Hadi

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé, hier à Alger, une réunion du Gouvernement consacrée à plusieurs dossiers stratégiques, notamment la création d'une nouvelle agence dédiée à l'efficacité énergétique et à la maîtrise de l'énergie. Au cours de cette réunion, l'Exécutif a examiné un projet de décret exécutif portant création de cette nouvelle instance, appelée à jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la politique nationale en matière de transition énergétique.

Cette agence résulte de la fusion de l'Agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie et du Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique. Cette démarche s'inscrit dans une logique d'optimisation et de rationalisation des structures publiques intervenant dans ce domaine stratégique.

À travers cette réforme, les pouvoirs publics ambitionnent de renforcer la coordination et d'améliorer la gouvernance du secteur, afin d'accompagner les objectifs de l'Algérie visant à consolider sa position d'acteur énergétique de premier plan.

Par ailleurs, le Gouvernement a entamé l'examen d'un autre projet de décret exécutif relatif à l'homologation des produits utilisés dans les travaux publics. Ce texte vise à définir les modalités et conditions d'homologation des matériaux destinés à la construction, à l'entretien et à l'exploitation des infrastructures routières, autoroutières, aéroportuaires, maritimes et ferroviaires.

L'objectif est de mettre en place un référentiel national fixant des exigences et normes techniques strictes, garantissant la qualité, la sécurité et la durabilité des infrastructures de base. Ces mesures traduisent la volonté des autorités de moderniser les outils de gouvernance, tout en renforçant les standards techniques et organisationnels dans des secteurs clés de l'économie nationale.

OUARGLA

Poursuite des projets de réhabilitation du réseau routier

Les travaux de réhabilitation du réseau routier de la wilaya d'Ouargla se poursuivent à un rythme soutenu, dans le cadre du programme de modernisation des infrastructures de base, ont indiqué mardi les services de la direction locale des Travaux publics (DTP). Une opération de réhabilitation d'un linéaire de 125 km de routes, scindée en trois lots, de la RN-3 reliant la commune de Hassi Messaoud aux limites territoriales de la wilaya d'Illizi, a indiqué le DTP, Hocine Boulegroune.

Confié à l'entreprise nationale de génie civile et du bâtiment (GCB), filiale du groupe Sonatrach, ce projet porte actuellement sur la modernisation du premier lot long de 40 km, et sera suivi du lancement, la fin du mois d'avril en cours, d'un deuxième tronçon de 30 km, puis d'un troisième de 46 km. Le projet sera livré durant le 1er trimestre de 2027, a fait savoir le responsable.

Il a relevé, par ailleurs, que les travaux de modernisation de la RN-51 reliant les wilayas d'Ouargla et El-Meniaa a permis la réhabilitation jusqu'ici d'un linéaire de 27 km d'un lot projeté de 30 km, tandis que la seconde tranche de 50 km de cette opération a atteint un taux d'avancement de 35%, pour ouvrir la voie au lancement prochain du reste à réaliser des travaux sur 10 km. Cette opération, dont la réalisation a été confiée à l'entreprise nationale des travaux routiers (ENTR), permettra de réduire de 100 km la distance reliant actuellement les wilayas d'Ouargla et El-Meniaa via celle de Ghardaïa, la ramenant de 410 km à près de 307 km.

Pour s'enquérir de près de l'avancement des travaux de ces opérations, le wali d'Ouargla, Abdelghani Filali, effectue des inspections périodiques, lors desquelles il a instruit les responsables de ces projets de veiller au respect des normes techniques d'exécution et des délais contractuels de réalisation.

Retenus dans le cadre de la stratégie de modernisation du réseau routier de la wilaya et l'amélioration de la fluidité du trafic routier, pour le mettre au diapason de la dynamique économique dans le Sud du pays, ces projets constituent des leviers de développement des échanges commerciaux, de connexion des pôles industriels et énergétiques et de promotion des perspectives d'investissement dans les secteurs de l'agriculture et du tourisme sahariens.

R E/APS

JIJEL

Journée d'étude sur les missions et prérogatives du Fonds de garantie automobile

La Cour de justice de Jijel a organisé, mardi, une journée d'étude intitulée "Missions et prérogatives du Fonds de garantie automobile (FGA)", en présence des différentes parties concernées.

Cette rencontre vise à faire connaître le Fonds de garantie automobile ainsi que ses missions en tant qu'organisme public placé sous la tutelle du ministère des Finances, assurant une fonction sociale à travers l'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation ayant subi des dommages corporels, a précisé dans son allocution d'ouverture le président de la Cour de justice, M. Farid Ziani.

De son côté, le procureur général près la Cour de justice de Jijel, Mabrouk Boumaali, a indiqué que l'objectif de cette journée d'étude, marquée par la participation de plusieurs acteurs du domaine ainsi que des représentants des Cours de justice de Béjaïa et de Mila, est de "clarifier les prestations et les missions du fonds au profit des citoyens, notamment les victimes d'accidents corporels

de la circulation, afin qu'elles puissent bénéficier des indemnités octroyées par cette institution".

Pour sa part, le directeur général du Fonds de garantie automobile, Bilal Boualraghoud, a révélé que seulement 10 % des victimes d'accidents corporels de la circulation sollicitent le Fonds pour bénéficier des indemnités garanties par ce dernier.

Le même responsable a attribué cette situation au manque d'information chez les victimes quant à l'existence de ce type de mécanisme, soulignant que ce fonds œuvre actuellement, en coordination avec les différentes juridictions et les parties concernées (compagnies d'assurances et services de police judiciaire), à l'organisation de journées d'étude visant à mieux faire connaître ce dispositif, considéré comme une garantie juri-

dique et sociale au service des victimes d'accidents corporels de la circulation.

Il a également indiqué que le fonds prend en charge tout ou une partie des indemnités accordées aux victimes d'accidents corporels de la circulation ou à leurs ayants droit, causés par des véhicules terrestres à moteur, et ce, dans cinq (5) cas : lorsque l'auteur de l'accident est inconnu (délit de fuite ou impossibilité d'identification), lorsque le responsable n'est pas assuré (expiration ou absence d'assurance), en cas de déchéance de garantie (non-respect des conditions d'assurance), lorsque la couverture est insuffisante (dépassement du plafond de garantie) ou en cas d'insolvabilité du responsable.

APS

EL-MEGHAÏER

Expérience prometteuse de culture de la tomate cerise avec des techniques modernes

Une expérience agricole prometteuse de culture de la tomate cerise a été menée au niveau de l'exploitation "Champs du Sud" (investissement privé), dans la Daïra de Djamaa, à l'appui techniques modernes pour améliorer le rendement et la qualité.

L'exploitation couvre une superficie de 1000 hectares, dont 10 ha sont réservés à la culture de la tomate cerise dans des serres équipées de moyens techniques modernes, permettant d'assurer une production régulière tout au long de l'année, a indiqué son gérant, Tarek Hakimi. Elle emploie quelque 250 travail-

leurs pour couvrir les différentes étapes du processus de production. L'exploitation agricole utilise des semences de bonne qualité et recourt à des techniques modernes d'irrigation, de gestion agricole et de chauffage, en vue de parvenir à un rendement élevé et à une qualité optimale du produit, a-t-il souligné M. Hakimi. L'exploitation en est à sa deuxième année de production et ses responsables ambitionnent d'atteindre un volume de production de 2 000 tonnes d'ici la fin de l'année en cours, avec près de 80 % de la production destinée à l'exportation, notamment vers l'Europe.

Les ouvriers s'appliquent avec le plus grand soin à la récolte de la production, avant de la soumettre à un tri minutieux en fonction de leur calibre et de leur couleur, puis emballée dans des caissons conformes aux normes en vigueur, en vue de son exportation vers les marchés extérieurs.

Ce type d'expériences agricoles "réussies" contribuent à couvrir les besoins du marché national et à renforcer la volonté de l'Etat de diversifier ses exportations hors hydrocarbures, a estimé le gérant de l'exploitation. De son côté, le wali d'El-Meghaier,

Laaredj Nehila, a affirmé que ses services s'emploient à l'accompagnement des investisseurs en leur apportant le soutien nécessaire, pour garantir l'atteinte des objectifs fixés, notamment en matière de diversification de la production agricole et de renforcement de sa compétitivité.

Le président de la Chambre de l'Agriculture de la wilaya, Tahar Belredjoui, a appelé, pour sa part, les investisseurs à s'orienter vers cette wilaya et à tirer parti de son important potentiel, notamment dans le domaine agricole.

APS

BORDJ BOU ARRERIDJ

Plus de 72 projets de modernisations du réseau de télécommunication

Plus de 72 projets seront menés dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj pour moderniser le réseau de télécommunication et remplacer le réseau de cuivre par celui de fibres optiques avec un total de 59.112 accès au titre du programme 2026 de la direction opérationnelle d'Algérie Télécom, a-t-on appris mardi auprès de cette direction. Ce programme s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'entreprise visant l'amélioration des prestations et la consécration de la transition numérique de sorte à accompagner l'extension urbaine et le développement de l'activité économique, a indiqué à l'APS le chargé de communication de cette direction, Walid

Messili. Le programme inclut le raccordement de 42 nouvelles cités dans plusieurs communes au réseau de fibres optiques avec plus de 7.300 accès, selon la même source qui a indiqué que ces projets devront être achevés avant la fin de cette année pour fournir ainsi l'internet haut débit aux nouveaux pôles urbains. L'opération de raccordement au réseau de fibres optiques concernera également les entreprises publiques et privées des divers secteurs dont l'éducation, l'enseignement supérieur et la santé, selon le même cadre qui a souligné que cette dynamique a permis une couverture technique à 100 % au chef-lieu de wilaya et dans d'autres communes avec le

passage de plus de 27.000 clients vers la technologie de fibres optiques. D'autre part, la wilaya compte actuellement 102 stations internet 4G couvrant plus de 47.000 abonnés dont 75 stations du service universel des communications électroniques pour la couverture des régions reculées de sorte à couvrir les points les plus éloignés et améliorer la qualité des services, a relevé la même source. L'objectif est de parvenir à assurer une couverture à 100% d'ici 2027 et à faire de la wilaya de Bordj Bou Arreridj un modèle de la généralisation du réseau de fibres optiques, a indiqué le même cadre.

APS

GUELMA

Près de 900 diplômés du secteur de la formation obtiennent une attestation en entrepreneuriat

Au total, 896 diplômés du secteur de la formation et de l'enseignement professionnel dans la wilaya de Guelma ont obtenu depuis début 2026 une attestation en entrepreneuriat, leur permettant d'accéder au financement de leurs projets de micro-entreprises dans le cadre de l'agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), a-t-on appris mardi auprès

de la direction du secteur. En marge des journées des métiers tenues à la maison de jeunes Salah-Boubnider, la coordinatrice de la maison de l'accompagnement et de l'insertion professionnelle de cette direction, Ryma Deghmouchi a indiqué à l'APS qu'une attestation en entrepreneuriat est accordée après une formation de 21 jours dans le domaine de la gestion et de l'entrepreneuriat suivie

par chaque diplômé. Ces formations entrepreneuriales ont été assurées par les deux centres de développement de l'entrepreneuriat ouverts à l'INSFP Kadour-Djebabla et à l'institut de formation professionnelle Oumedour-Abdelhak, selon la même source. A fin mars, 1.554 diplômés du secteur se sont inscrits au niveau des deux centres et sont programmés pour bé-

néficier des sessions qui se poursuivront tout au long de l'année. La manifestation "journées des métiers" organisée lundi et mardi ont connu la participation de 15 établissements de formation, des antennes locales de NESDA et de l'ANGEM, des organismes de la sécurité sociale et des opérateurs économiques.

APS

Systeme monde et imperialite

1^{ere} partie

Les géants de la tech ont réinventé le business. Leur secret ? Une agilité réactive et subversive qui surclasse les modèles traditionnels.

Par DERGUINI Arezki (*)

« Je crois et je doute de l'humanité » affirme Edgar Morin[1]. La puissance industrielle a fait croire l'humanité en elle-même. L'impérialité de divine est devenue humaine, un empire américain a succédé aux empires coloniaux jusqu'à ce que la crise climatique remette l'humanité à douter d'elle-même et de son impérialité. Sous un monde unipolaire grouille un monde multipolaire. Cela ne va pas sans déchirures, le doute ruinant la foi plutôt que ne la renouvelant.

La guerre, le système westphalien et les civilisations

Un empire se défait, et sur leurs ruines, d'anciens empires se reconstituent. C'est qu'ils ont appris de leur défaite et du triomphe de leurs vainqueurs. Les empires sont une affaire de géohistoire, de fleuves et de matières premières[2]. Les États-nations sont une affaire occidentale, une partition du monde occidentale qui a vu le système westphalien, les États-nations, s'imposer au monde dans le sillage des empires coloniaux. En tant qu'États-nations, les anciens empires se sont réappropriés les armes de la puissance et dans leur développement retrouvent les chemins qu'ils avaient parcourus autrefois. La puissance réactive leur mémoire, mobilise leurs ressources éparses. Ils s'attachent à regagner leurs anciennes périphéries.

«... fonder un Empire... exige qu'on parte du rustique pour arriver au sophistiqué dans et par le processus de construction impériale, indépendamment des gadgets raffinés, donc déjà usés et achevés d'une civilisation vieillie. Et Bozarslan de poursuivre « Ibn Khaldûn aurait continué... en expliquant pourquoi il était sceptique de son vivant quant aux ambitions des Arabes de reconstruire leur Empire défunt : un Empire est une expérience et un apprentissage ; en se construisant, mieux encore en se désintégrant, il apprend aux autres comment devenir empire. »[3] On peut le dire des autres Empires. Le temps d'Ibn Khaldûn diffère des temps modernes, mais les empires connaissent le même cycle de décomposition et de recomposition. De ce point de vue, Ibn Khaldûn n'est pas mort, il a été étouffé par la pensée devenue stato-centrée. Avec la décomposition de l'empire étatsunien, la dialectique khaldounienne des empires refait surface. En son temps, des empires se décomposaient, mais pas encore en États-nations. Il faudra attendre la décomposition de l'Empire chrétien. De la décomposition de l'Empire chrétien, le système westphalien des États-nations va prendre corps en Europe. La fin des guerres de religion va porter la guerre hors de l'Europe. Les nations européennes se feront la guerre non plus chez elles, mais dans le monde. De ces guerres émergeront les empires coloniaux capitalistes. L'empire chrétien est mort, naissent les empires coloniaux séculiers.

La guerre est au cœur de la formation des nations européennes et de leurs États. L'État se forme autour de la classe guerrière qui monopolise la violence. Il hérite du monopole. Les guerres des princes européens préforment leurs nations. La guerre est au cœur du progrès technique, du développement de l'industrie. C'est la guerre entre princes européens qui fera émerger le système westphalien, c'est la compétition guerrière qui sera le moteur de l'industrie. Le progrès des armes apportera le progrès des machines, ces armes civiles. La société guerrière qui réussira à développer son industrie imposera son empire. Son industrie militaire se transformera en industrie civile et sera transformée par elle. La guerre deviendra industrielle, économique et militaire. Son armée deviendra industrielle, politique et militaire. Le capital s'empare de la machine de guerre.

Au cœur de l'empire précapitaliste se trouvait l'esprit de corps d'une tribu, au cœur de l'empire capitaliste se trouvera l'esprit de corps d'une classe dirigeante. L'impérialité ne disparaît pas de l'histoire, elle est l'objet de la volonté de puissance. À l'origine, « est impérial le geste qui associe le pouvoir terrestre à Dieu et Dieu à un pouvoir terrestre, qui affirme le statut divin ou quasi divin du pouvoir qui gouverne les hommes. »[4] Avec la sécularisation, la cause du pouvoir n'est plus divine, ou divine, mais souterraine, Dieu s'étant fait homme, elle est la toute-puissance sur terre. Elle est la puissance industrielle qui s'empare de la terre et de ses ressources souterraines.

« Par son devenir colonial, l'Empire chrétien d'Occident s'est ainsi métamorphosé au point de provoquer une impérialité libérée du ciel qui la soutenait. ... Notre thèse est que l'Empire chrétien médiéval qui unifiait les royaumes d'Occident a été rendu impossible par la Réforme. Si l'Empire est bien mort, comme le dit Michel Foucault dans Sécurité, territoire, populations, la prétention impériale elle-même n'est pas pour autant abolie. La « fin » de l'Empire en Europe conduit à sa fragmentation hors d'Europe. Chaque monarchie a prétendu être un empire en son royaume, comme le signale la célèbre formule anglaise (« This realm is an empire »). C'est à travers l'expansion coloniale et l'esclavage que les monarchies européennes concurrentes ont tenté de réaliser le rêve impérial. En résulte un phénomène de dissémination de l'impérialité.»[5]

Des nations ont émergé de la décomposition des empires précapitalistes, elles ont appris des empires capitalistes occidentaux et les centres de ces anciens empires ont retrouvé leur rêve d'empire. « L'Empire issu de la Révolution, qui cherche à unifier l'Europe, est bien le premier en son genre. La domination universelle qu'il cherche à instaurer n'est plus une restauration de la chrétienté, mais celle d'un État administrant les cultes en divisant la religion en une croyance « privée », une pratique « publique » et une morale « naturelle ».

»[6] Pour que des empires occidentaux puissent renaitre des cendres de l'empire chrétien, l'impérialité exige la séparation du politique et du religieux. La guerre des religions a mis fin à l'Empire chrétien. La guerre ne passera plus par la religion, la politique sera la poursuite de la guerre par d'autres moyens.

L'ère d'hybridité

Une nation est plus à l'aise que les autres pour reconstruire son empire, elle a entamé sa sécularisation il y a bien longtemps, bien avant l'Occident, sans avoir été le résultat de guerres de religion, sans s'être engagée dans des conquêtes coloniales. La pensée occidentale n'a remis ses croyances dans des superstitions religieuses que pour un court moment, elle les a mises à jour. La pensée chinoise a appris à comprendre les autres tout en redécouvrant, puis cultivant sa différence.

« Les exemples de modernisation en Asie de l'Est s'inspirent tous de l'expérience occidentale, y compris la transformation de la Chine après 1978. Mais affirmer que cela constitue la clé du succès de l'Asie de l'Est, ou même l'explication principale, serait une erreur. La transformation de la Chine (comme celle des autres pays d'Asie de l'Est, à commencer par le Japon) s'explique par sa capacité à combiner les enseignements de l'Occident et de ses voisins est-asiatiques avec sa propre histoire et sa propre culture, exploitant ainsi ses propres sources de dynamisme. Nous sommes passés d'une ère binaire à une ère d'hybridité. ... Le principal défi du XXI^e siècle sera de comprendre la Chine[7]. »

La puissance industrielle a redonné vie au désir d'impérialité, au rêve de dominer le monde. Les guerres de religion ont mis fin au Saint Empire, les empires ne pouvaient plus renaitre qu'en séparant politique et religion. La religion ne pouvait plus faire empire. On ne convertira plus à une religion, on civilisera. Pour refaire des empires, les guerres ont cessé d'être religieuses pour devenir industrielles. Le nouvel empire, capitaliste, se trouve devant une nouvelle fin, le rêve de dominer le monde dans un devenir industriel achoppe, la surexploitation industrielle de la nature et sa chosification ne sont plus soutenables. On croyait libérer l'humanité de la nature, on révèle sa servitude. Sans énergies fossiles pas de civilisation thermo-industrielle. Avec la crise climatique et les besoins que l'humanité s'est créés, l'humanité risque d'être submergée.

Le monde a appris des empires occidentaux, s'il ne partage pas le rêve, il doit s'en protéger. Des nations non occidentales rêvent à nouveau d'impérialité. Certaines ont connu l'empire sous sa forme précapitaliste. Elles se souviennent et peuvent rêver autrement leur rapport au monde, le rêve occidental de domination de la nature comme Dieu domine sa Création n'étant plus possi-

ble. Ainsi le retour de l'Empire chinois et du système d'États tributaires[8]. Il ne s'agit plus de dominer le monde comme Dieu dominerait son empire, mais impérialité comme exemplarité, supériorité d'une civilisation dans son rapport au monde. La sinisation du monde s'effectue au travers d'une nouvelle impérialité qui diffuse un système tributaire autour de plusieurs pôles. Le monde se sinise après s'être occidentalisé. Les USA se sinisent sans bruit en empruntant au système tributaire certaines de ses caractéristiques. Nous sommes passés d'une ère binaire à une ère d'hybridité. Le monde s'hybride à l'image des sociétés d'Asie de l'Est. L'hybridité qui les caractérise et gagne d'autres parties du monde non occidental gagnera l'Occident lui-même : face au succès croissant des sociétés d'Asie de l'Est, l'Occident sera contraint de s'inspirer de leurs idées et de leurs caractéristiques et de les intégrer[9].

Compétitivité sociale

Pour toutes les nations, se mesurer au monde est un défi permanent. La mesure du monde est difficile, particulièrement lorsqu'une période de décroissance succède à une période de croissance. Les nations veulent plus qu'elles ne peuvent. Les nations dominées ou déclinantes mesurent moins le monde qu'elles ne sont mesurées par lui. Les sociétés dominantes donnent aux autres la mesure, le temps que dure leur efficacité.

La logique d'accumulation du capital est simple logique d'accumulation de puissance. Pourquoi faire de cette logique un trait distinctif ? Et qu'entend par capital ? Sous le règne de la production, on tend à confondre accumulation du capital et accumulation de puissance. Mais alors on tend trop à réduire le capital au capital économique. Selon P. Bourdieu et non Karl Marx, le capital est défini comme arme de la compétition.

A suivre

Notes

https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/04/11/edgar-morin-je-doute-de-l-humanite-tout-en-croyant-en-elle_6679321_3232.html

[2] Voir Kenneth Pomerantz. Une grande divergence. La Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale. Albin Michel. 2021.

[3] Hamit Bozarslan. Les leçons d'Ibn Khaldûn in Ukraine, le double aveuglement. CNRS Éditions, Paris, 2023

[4] Mohamad Amer Meziane. Des empires sous la terre. Histoire écologique et raciale de la sécularisation. La Découverte. 2022.

[5] Ibid.

[6] Ibid.

[7] Martin Jacques. When China rules the world. The end of the western order and the birth of a new global order. The Penguin Press. 2009.

[8] Ouvrage de référence John King Fairbank (dir.), The Chinese World Order : traditional China's foreign relations. Harvard University, 1968. Pour les ouvrages académiques récents voir par exemple : Ji-Young Lee, China's Hegemony : Four Hundred Years of East Asian Domination (2017). David C. Kang. East Asia Before the West: Five Centuries of Trade and Tribute. Columbia University Press, 2010.

ARABIE SAOUDITE

Une aide de 3 milliards de dollars au Pakistan

L'Arabie saoudite va octroyer une aide financière de 3 milliards de dollars au Pakistan, a annoncé mercredi le ministre des Finances du Pakistan, qui doit rembourser un prêt majeur aux Émirats arabes unis, ancien allié de Riyad devenu rival.

«Le ministre fédéral des Finances et des Recettes, le sénateur Muhammad Aurangzeb, a indiqué que le Royaume d'Arabie saoudite s'était engagé à verser 3 milliards de dollars de dépôts supplémentaires, dont le versement est prévu dans la semaine à venir», a déclaré ce ministère dans un communiqué.

Muhammad Aurangzeb, qui se trouve à Washington pour les réunions annuelles de printemps du Fonds monétaire international (FMI), a ajouté qu'un dépôt saoudien existant de 5 milliards de dollars serait également prolongé pour une durée indéterminée.

R I.

ÉGYPTE/ BUDGET

Réduction de la dette et soutien au secteur privé

Le ministre des Finances, Ahmed Kouchouk, a annoncé le 11 avril les grandes lignes du budget de l'Etat 2026-2027. La hausse des revenus et la baisse du service de la dette sont parmi les principaux objectifs annoncés.

R I/Agence

Selon le ministre des Finances, Ahmed Kouchouk, le budget de l'exercice 2026-2027 est conçu pour multiplier les opportunités d'investissement et renforcer le rôle du secteur privé, avec une enveloppe de 90 milliards de L.E. destinée à soutenir l'industrie et l'entrepreneuriat tout en stimulant les exportations. « Le partenariat avec la communauté des affaires est essentiel pour atteindre l'objectif de 5,4 % de croissance », a expliqué le ministre.

Il a détaillé la répartition des fonds parmi lesquels 48 milliards de L.E. seront destinées à alléger les coûts liés à l'exportation et à mieux positionner les produits égyptiens sur les marchés internationaux. Le secteur du tourisme bénéficiera de 6,7 milliards de L.E. afin d'augmenter la capacité hôtelière. Pour muscler l'industrie et l'agriculture, le gouvernement débloquera 6 milliards de L.E. sous forme de crédits faciles. Le développement des véhicules écologiques recevra un appui de 5,5 milliards de L.E., tandis que 5 milliards seront versés sous forme de primes aux Petites et Moyennes Entreprises (PME). Un investissement de 2 milliards de L.E. est destiné à augmenter la production dans les secteurs industriels stratégiques. « Nous travaillons pour attirer les investissements, approfondir l'industrie locale et régionaliser le développement », a expliqué Ahmed Kouchouk. Le ministère n'a pas encore publié le document renfermant les chiffres officiels du budget, lequel devrait être discuté par le Parlement d'ici la fin du mois de juin.

Baisse de la dette publique

Le ministre des Finances a tenu à rassurer les citoyens et les investisseurs en affirmant que l'avenir témoignera d'une amélioration nette de la dette publique et un prolongement des délais de remboursement. « Ne vous inquiétez pas, nous travaillons sérieusement pour redresser les indicateurs de la dette nationale », a indiqué Ahmed Kouchouk. « L'Égypte a mis en oeuvre une stratégie globale pour gérer le dossier de la dette, avec pour objectif de ramener la dette budgétaire à 78 % du Produit Intérieur Brut (PIB) d'ici juin 2027 », a assuré le ministre.

Le gouvernement prévoit aussi d'alléger le poids du service de la dette (intérêts et échelons annuels) pour qu'il atteigne 35 % des dépenses budgétaires, contre plus de 50 % actuellement. Pour y parvenir, toute recette exceptionnelle, provenant de la privatisation des avoirs publics à l'instar de la transaction de Ras Al-Hikma, sera systématiquement utilisée pour réduire le montant total de la dette. Selon lui, cette feuille de route prévoit également de réduire la dette extérieure de deux milliards de dollars par an, tout en diminuant les besoins de financement de l'Etat de 10 % sur le moyen terme. Le ministre a précisé que les sources de financement seraient diversifiées, en privilégiant les prêts à taux préférentiels afin de limiter les frais financiers.

L'Etat continuera d'émettre des « obligations ci-toyennes » et des sukuk, des outils d'endettement à

long terme, tout en créant de nouveaux outils financiers pour attirer davantage d'épargnants. Le gouvernement prévoit des recettes publiques pour le prochain exercice financier de 4 000 milliards de L.E., soit une progression de 27,6 %. En parallèle, les dépenses publiques (sans compter le remboursement des dettes publiques) devraient s'élever à 5 100 milliards de L.E., affichant ainsi un taux de croissance de 13,2 %.

Kouchouk a affirmé que l'objectif est d'atteindre un excédent primaire record de 5 % dans le budget du prochain exercice fiscal. Il a ajouté qu'une meilleure situation financière permet d'augmenter les dépenses consacrées à la protection sociale, soulignant que cette amélioration doit bénéficier aux citoyens. Il a de même souligné que l'objectif est de ramener le déficit global à 4,9 % du PIB, un niveau inférieur à la moyenne des déficits budgétaires des économies émergentes.

Hausse des revenus fiscaux sans nouvelles taxes

Ahmed Kouchouk a assuré que l'objectif du ministère est d'augmenter les recettes fiscales de 27 % en attirant de nouveaux contribuables volontairement et sans charges supplémentaires. « Nous aspirons à intégrer 100 000 nouveaux contribuables dans le système fiscal simplifié et intégré, avec des incitations et des facilités sans précédent », a dit le ministre, ajoutant que son ministère vise à offrir des services de qualité à travers trois centres fiscaux d'excellence, permettant ainsi un bond qualitatif dans les services rendus.

TUNISIE - ITALIE

Un accord pour faciliter l'emploi des travailleurs tunisiens en Europe

La Tunisie et l'Italie ont franchi une nouvelle étape dans leur coopération bilatérale en signant, le lundi 13 avril 2026, une convention dans le domaine de l'emploi visant à organiser et sécuriser la mobilité de la main-d'œuvre tunisienne qualifiée vers le marché du travail italien.

Cet accord, conclu entre l'Agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant et l'agence italienne de l'emploi, s'étend sur une durée de cinq ans. Il prévoit la mise en place d'un mécanisme structuré

permettant de répondre aux besoins des entreprises italiennes tout en encadrant le recrutement de travailleurs tunisiens.

Un mécanisme basé sur les besoins des entreprises italiennes

Selon le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Riadh Chaoued, le volume des offres d'emploi dépendra directement des besoins exprimés par les entreprises italiennes. Concrètement, ces dernières transmettront leurs

demandes à l'agence italienne de l'emploi, qui les relayera ensuite à l'ANETI. L'agence tunisienne sera chargée de publier les offres, d'ouvrir les candidatures et de procéder à la sélection des profils adéquats.

Un partenariat élargi autour de la formation professionnelle

En marge de cet accord, un cadre de coopération élargi a également été signé en présence du ministre Riadh Chaoued et de l'ambassadeur d'Italie en Tunisie, Alessandro

Prunas. Cet accord associe la société Umana, l'ANETI et l'Agence tunisienne de la formation professionnelle (ATFP). Ce partenariat place la formation professionnelle au cœur de la coopération entre les deux pays, avec un double objectif : créer de nouvelles opportunités pour les jeunes travailleurs tunisiens et répondre aux besoins croissants des entreprises italiennes en main-d'œuvre qualifiée. L'accord prévoit en effet un important volet de formation destiné aux candidats

retenus. L'Agence tunisienne de la formation professionnelle assurera un accompagnement complet, couvrant les aspects techniques, linguistiques et culturels. Les formations incluront notamment l'apprentissage de la langue italienne, la familiarisation avec la culture locale, ainsi que des modules dédiés à la santé et à la sécurité au travail. L'objectif est de faciliter l'intégration des travailleurs dans leur environnement professionnel en Italie.

R I.

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE À QNA

Le stock alimentaire au Qatar demeure stable grâce à un système institutionnel intégré

Son Excellence Cheikh Faisal bin Thani bin Faisal Al Thani, ministre du Commerce et de l'Industrie, a affirmé que les stocks alimentaires de l'État du Qatar se maintiennent à un niveau à la fois stable et solide, fruit d'un système institutionnel intégré et d'une planification stratégique proactive mise en oeuvre dès 2019.

Il a souligné que cette approche s'inscrit dans le cadre du décret-loi n°24 de 2019 relatif à la gestion du stock stratégique des denrées alimentaires et des biens de consommation, conformément aux directives de Son Altesse Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani, l'Émir de l'État du Qatar, visant à garantir la couverture des besoins de l'ensemble des citoyens et des résidents. Dans un entretien accordé à l'Agence de presse du Qatar (QNA), Son Excellence a expliqué que cette stabilité est le résultat d'une anticipation rigoureuse et d'une préparation méthodique menée sur plusieurs

années, permettant de faire face aux différentes menaces géopolitiques et aux perturbations mondiales, telles que les répercussions de la guerre russo-ukrainienne sur les marchés agricoles ou encore les catastrophes naturelles ayant affecté les chaînes d'approvisionnement.

Il a ajouté que les approvisionnements alimentaires demeurent sûrs et réguliers, les stocks stratégiques de produits de base étant maintenus à des niveaux suffisants et renforcés sans qu'il ait été nécessaire d'y recourir jusqu'à présent. Il a précisé que les efforts se poursuivent afin de consolider ces réserves à travers des plans flexibles et adaptatifs, fondés sur une approche proactive visant à anticiper les crises plutôt qu'à y réagir.

Son Excellence a également évoqué l'activation d'une salle d'opérations dédiée à la gestion et au suivi du stock stratégique, appuyée par des équipes opérationnelles et logistiques mobilisées en continu pour

surveiller le marché et intervenir avec célérité face à toute perturbation.

Il a par ailleurs souligné l'existence d'une coordination permanente entre les différentes parties concernées afin d'assurer la fluidité des flux commerciaux, notamment à travers la facilitation des procédures d'importation et l'accélération des opérations logistiques.

Il a insisté sur le fait que les efforts ne se limitent pas au maintien des stocks, mais visent également à en garantir la durabilité, en s'appuyant notamment sur des systèmes d'intelligence artificielle pour anticiper les évolutions et optimiser la prise de décision.

Concernant la gestion des risques, Son Excellence a indiqué que l'État a élaboré, de manière précoce, des scénarios stratégiques fondés sur différents niveaux de risque, incluant notamment des hypothèses telles que la fermeture du détroit d'Ormuz ou la perturbation des princi-

pales routes maritimes, afin de garantir un haut niveau de préparation.

Il a également mis en avant l'existence d'un dispositif intégré de solutions alternatives couvrant divers scénarios, incluant l'activation de multiples voies d'approvisionnement — aériennes, maritimes et terrestres — chacune étant en mesure d'assurer, à elle seule, la continuité des besoins de l'État en cas de perturbation des autres circuits.

S'agissant de la régulation des prix, le ministre a indiqué que le ministère a renforcé ses dispositifs de contrôle à travers des campagnes intensives d'inspection menées via un système électronique intégré, avec plus de 2 500 opérations de contrôle quotidiennes. Il a précisé que ces efforts visent à garantir la transparence des prix et à prévenir toute pratique monopolistique ou abusive.

R I/Agence

TENSIONS AVEC WASHINGTON

L'Afrique du Sud écartée du sommet du G20 de 2026

Les USA représentent un partenaire commercial clé de l'Afrique du Sud. En dépit de leurs liens économiques, le torchon brûle sur le plan diplomatique entre les deux pays depuis plus d'un an.

R I/Agence

C'était attendu. C'est désormais officiel. L'Afrique du Sud ne prendra pas part au sommet du G20 sous présidence américaine à Miami en 2026. Se confiant à Bloomberg, le 12 avril dernier, le ministre des Finances, Enoch Godongwana (photo), a révélé n'avoir pas été accrédité pour la prochaine réunion des ministres des Finances du bloc à Washington, tout comme le gouverneur de la Banque de réserve, Lesetja Kganyago. Cette mise à l'écart formelle vient envenimer un peu plus les relations diplomatiques déjà tendues entre les deux partenaires commerciaux. Après des déclarations du président américain Donald Trump au début de 2025, accusant Pretoria de mener une politique de « génocide » contre les Afrikaners blancs et d'expropriations sans compensation — des accusations ferme-

ment rejetées par l'Afrique du Sud — les tensions se sont accentuées en novembre 2025 lors du sommet de Johannesburg, premier G20 organisé sur le continent africain.

Pour le pays d'Afrique australe, le rendez-vous constituait une vitrine diplomatique majeure et une opportunité de placer durablement les priorités africaines comme la dette, le climat et les infrastructures au cœur de l'agenda du groupe. Les États-Unis ont toutefois boycotté la réunion, en annonçant l'absence de toute représentation officielle.

« Cette année serait comme des vacances vis à vis du G20 »

La controverse a également porté sur les modalités de transmission de la présidence du G20. Washington a évoqué un refus de Pretoria de remettre officiellement le relais à un représentant

de son ambassade lors de la cérémonie de clôture.

Des allégations rejetées par le pays qui assure avoir procédé au transfert de présidence lors d'une cérémonie au siège du ministère des Relations internationales et de la Coopération.

Quoi qu'il en soit, au sein des autorités, on préfère se préparer pour le prochain sommet qui se tiendra au Royaume-Uni en 2027. « Nous avons décidé que, pour nous, cette année serait comme des vacances vis à vis du G20. Nous reprendrons en novembre, avec la présidence britannique », a confié M. Godongwana à Bloomberg.

Cette absence pourrait toutefois fragiliser la dynamique ouverte à Johannesburg, où l'Afrique du Sud avait réussi, malgré les pressions, à faire adopter une déclaration alignée sur plusieurs priorités africaines et à consolider la place de l'Union africaine au G20.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

L'aide bilatérale au développement recule de 26,3 % en 2025

Après une hausse exceptionnelle portée par des crises telles que la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine, l'aide publique au développement a baissé pour la deuxième année consécutive en 2025. L'aide publique au développement (APD) bilatérale accordée par les pays membres et associés du Comité d'aide au développement (CAD) à l'Afrique subsaharienne a enregistré un repli de 26,3 % en 2025 pour s'établir à 29,2 milliards de dollars, a révélé l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans un rapport publié le jeudi 9 avril. Cette enveloppe reste inférieure à l'aide bilatérale accordée à l'Ukraine, qui atteint 44,9 milliards de dollars en incluant les contributions des institutions de l'Union européenne. Elle demeure toutefois légèrement supérieure au volume total de l'aide bilatérale destinée à l'ensemble des pays les moins avancés (PMA) dans le monde, estimé à 28,1 milliards de dollars.

Les données préliminaires de l'OCDE montrent d'autre part que l'aide publique au développement, toutes composantes confondues, a affiché un recul de 23,1 % en termes réels comparativement à 2024, soit la plus forte baisse jamais enregistrée dans l'histoire de l'APD. Durant l'année écoulée, l'APD consentie par les pays membres du CAD et leurs associés s'est établie à 174,3 milliards de dollars, ce qui représente 0,26 % de leur revenu national brut (RNB) combiné, en baisse par rapport aux 215,1 milliards (soit 0,34 % du RNB) enregistrés en 2024. L'Allemagne, les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon et la France représentent 95,7 % de la baisse totale. À eux seuls, les États-Unis sont à l'origine des trois quarts de ce recul, avec une APD en baisse de 56,9 % par rapport à 2024, sous l'effet de la politique « America First » de Donald Trump qui s'est notamment manifestée par le gel puis la suppression de plus de 83 % des

programmes de l'USAID. L'Allemagne est ainsi devenue pour la première fois de l'histoire le premier fournisseur d'APD, avec un total de 29,1 milliards de dollars.

Un nouveau repli prévu en 2026

Huit des 34 pays membres du CAD ont maintenu ou augmenté leurs budgets d'APD, et quatre pays ont dépassé la cible de 0,7 % fixée par les Nations Unies pour le pourcentage du RNB consacré à l'APD, en l'occurrence le Danemark (0,72 %), le Luxembourg (0,99 %), la Norvège (1,03 %) et la Suède (0,85 %). Les coupes budgétaires drastiques ont concerné les deux types de financements. L'APD bilatérale globale a diminué de 26,4 % pour s'établir à 126,4 milliards de dollars, du fait d'un recul marqué des dons. S'agissant de l'APD multilatérale, en recul pour la deuxième année consécutive, les baisses ont surtout touché les contributions de base au système des Nations Unies alors que les contributions à la Banque

mondiale et aux banques régionales de développement ont augmenté. Sur un autre plan, douze fournisseurs officiels non-membres du CAD ont déclaré un engagement total de 13,3 milliards de dollars au titre de l'APD, témoignant d'un engagement soutenu en faveur de la coopération pour le développement. Il s'agit notamment de la Turquie (7,52 milliards de dollars) et des Emirats arabes unis (3,41 milliards). L'OCDE souligne par ailleurs que la baisse de l'APD suscite des inquiétudes concernant à la fois la marge de manœuvre budgétaire des pays en développement et l'efficacité, ainsi que le potentiel catalytique, de l'aide restante. Sur la base d'une enquête menée auprès des membres du CAD et d'informations officielles publiées, l'Organisation anticipe une nouvelle baisse de 5,8 % de l'APD en 2026, un taux qui ne tient pas compte de la crise actuelle au Moyen-Orient.

R I.

TOGO

304 postes d'eau autonome attendus en 2026 pour renforcer l'accès à l'eau potable

À Togo, 304 postes d'eau autonome (PEA) devraient être construits en 2026, dans le cadre de la stratégie nationale visant l'accès universel à l'eau potable à l'horizon 2030. L'information est rapportée par le ministère des Finances et du Budget dans son document intitulé Budget du citoyen. La réalisation de ces infrastructures nécessitera un investissement estimé à 4 milliards FCFA. Les nouveaux PEA seront déployés dans les cinq régions économiques du pays, avec une priorité accordée à la région des Savanes. Celle-ci concentrera 157 infrastructures, soit plus de la moitié des installations prévues. Dans le détail, les régions Centrale et de la Kara bénéficieront chacune de 16 nouveaux postes. Les Plateaux accueilleront 95 PEA, tandis que la région maritime en comptera 20.

La construction de ces ouvrages s'inscrit dans le cadre de plusieurs projets en cours dans le pays. Parmi ceux-ci figure notamment le Projet de sécurité hydrique en milieu urbain au Togo (PaSH-MUT), lancé en octobre 2023 avec l'appui de la Banque mondiale. On note également le projet d'urgence de renforcement de l'alimentation en eau potable des villes de Mango et Dapaong, financé à hauteur de 4,7 milliards FCFA par l'Agence française de développement (AFD) et la Banque européenne d'investissement (BEI). Grâce aux initiatives engagées ces dernières années, les performances du secteur de l'eau sont en amélioration. Selon les autorités, le taux d'accès national à l'eau potable est passé de 60 % en 2020 à 72 % en 2025. En milieu rural, la desserte atteint désormais 77 %, portée par l'extension progressive des services de base sur l'ensemble du territoire. Agence

COMMERCE DE L'OIGNON

Le Nigeria et le Ghana mettent fin à leur différend

L'oignon fait partie des denrées de base les plus exportées au sein de la CEDEAO. Le Niger et le Nigeria sont les leaders du commerce intra-régional du bulbe. Le commerce de l'oignon entre le Nigeria et le Ghana a repris pleinement. C'est ce qu'a confié à l'Agence Ecofin, Aliyu Matasamu Isah, président de l'Association nigérienne des producteurs, transformateurs et distributeurs d'oignons (NOPPM). Au début du mois d'avril, l'association a décidé de suspendre ses expéditions d'oignons vers le Ghana, à la suite de différends avec certains syndicats de commerçants qui exigeaient que les volumes habituellement destinés à l'Association des vendeurs d'oignons d'Accra leur soient réattribués. Face aux protestations des membres de l'industrie nigérienne qui revendiquaient le droit de commercer librement avec les partenaires de leur choix, les tensions ont culminé avec la saisie de 15 de leurs camions au niveau du marché de Kotoku à Accra. Cette démarche a déclenché les restrictions de la part de la NOPPM qui a conditionné la reprise des échanges d'oignons avec l'ex-Gold Coast à la libération des marchandises confisquées. « Avec la crise, le Haut-Commissaire du Nigeria au Ghana et le ministre ghanéen du Commerce sont intervenus. Ils se sont réunis autour de la table et ont rappelé aux syndicats ghanéens qu'il existe des règles établies qui encadrent le commerce international — des règles de l'Organisation mondiale

du commerce à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), en passant par le Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO. On ne peut pas simplement inventer ses propres règles et ignorer ces cadres. Le ministre ghanéen du Commerce a fini par ordonner que les oignons nigériens soient déchargés et restitués. Cela a été fait et le commerce a repris. Le différend commercial sur l'oignon entre le Nigeria et le Ghana est désormais clos », explique le responsable.

« Nous avons toujours entretenu d'excellentes relations avec le Ghana »

Si ce différend vient illustrer un peu plus les défis liés au commerce intra-régional de produits agricoles, le responsable souligne qu'il s'agit toutefois d'un épisode à oublier. « Nous avons toujours entretenu d'excellentes relations avec le Ghana. Nous commerçons avec eux depuis 30 à 40 ans sans difficultés majeures, jusqu'à cet incident. Heureusement, les autorités ghanéennes ont pris des mesures louables pour rétablir une coexistence pacifique entre tous ceux qui viennent faire des affaires dans le pays », se réjouit-il. Alors que le pays est un importateur net d'oignons pour satisfaire une demande croissante tirée par les grands centres urbains comme Accra, Kumasi, et Takoradi, il représente un débouché majeur pour l'ensemble des fournisseurs de la

sous-région, dont le Nigeria qui est le second plus gros producteur ouest-africain après le Niger.

« Le Ghana est extrêmement important pour nous. C'est l'un des plus grands débouchés pour les oignons nigériens en Afrique de l'Ouest, probablement le premier ou le deuxième marché après la Côte d'Ivoire. L'année dernière, près de 220 000 tonnes d'oignons ont été exportées du Nigeria vers la sous-région ouest-africaine, dont environ 100 000 tonnes vers le Ghana uniquement », indique M. Isah. Pour le reste, ce dernier estime que cet épisode sera une occasion de formaliser davantage le commerce avec une meilleure documentation des flux et de consolider la coopération bilatérale dans la filière oignon. « La majeure partie du commerce que nous faisons avec le Ghana reste informelle et mal comptabilisée. Certaines études montrent que ce commerce informel entre le Ghana et d'autres pays africains y compris le Nigeria est largement supérieur à ce que reflètent les statistiques officielles. De meilleures données permettraient à chacun de mieux mesurer la profondeur réelle de cette relation. Cette dispute pourrait même nous aider à formaliser davantage ce commerce, à mieux documenter les flux de marchandises et à renforcer nos liens avec nos partenaires ghanéens », ajoute-t-il.

R I/Agence

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales font une pause, entre Iran et résultats d'entreprises

Les marchés boursiers mondiaux temporisent mercredi, au lendemain d'un fort mouvement de hausse porté par les espoirs de paix au Moyen-Orient, tout en digérant une série de résultats d'entreprises.

Dans les premiers échanges, vers 7H30 GMT, Francfort (+0,04%), Londres (+0,09%) et Milan (+0,03%) évoluaient proches de leur équilibre. Paris cédait 0,60%, plombée par le net recul de ses poids lourds du luxe Kering et Hermès après la publication de leurs résultats.

En Asie, dans les derniers échanges, Hong Kong prenait 0,68% et Shanghai était stable (+0,01%). Tokyo a pris 0,44%.

Les indices font une pause après leur bond généralisé de la veille, portés par la confiance des marchés dans un arrêt durable des combats, après plusieurs jours de cessez-le-feu entre les États-Unis et l'Iran.

Guerre "presque finie"?

"Aucune des deux parties ne semble vouloir relancer une escalade majeure sur le plan militaire, le cessez-le-feu en vigueur pour quinze jours continuant de tenir bon", justifie Michael Brown, du courtier Pepperstone. Après l'échec de discussions au Pakistan ce week-end, le président américain Donald Trump a assuré mardi que de nouveaux pourparlers pourraient avoir lieu "dans les deux prochains jours".

Le président américain a en outre estimé que la guerre avec l'Iran était "presque finie"

lors d'un entretien sur la chaîne Fox News, assurant que les autorités iraniennes "veulent vraiment parvenir à un accord".

Le prix du pétrole, véritable baromètre de la confiance du marché depuis le début du conflit, évolue sans grand mouvement, après avoir fortement reculé la veille, également en raison du récent élan d'optimisme des investisseurs.

Vers 7H30 GMT, le prix du baril de West Texas Intermediate (WTI), référence américaine, restait stable (-0,34%) à 90,97 dollars. Le baril de Brent de la mer du Nord, référence du marché mondial, grappillait 0,11% à 94,89 dollars.

Et les taux d'intérêt, qui évoluent au gré des craintes inflationnistes depuis le début de la guerre, sont aussi stables: le rendement à échéance dix ans de l'emprunt allemand, référence en Europe, atteignait 3,00%, contre 3,02% la veille.

Reste que l'incertitude demeure dans la région et le "blocus américain est en vigueur", relèvent les analystes de la Deutsche Bank. L'armée américaine a ainsi annoncé avoir empêché six navires de quitter les ports iraniens durant les 24 premières heures du blocus. Mais au moins deux bâtiments en provenance d'Iran ont franchi le détroit d'Ormuz.

ASML salué, le luxe français encaisse

Autre point d'attention: les publications de résultats d'entreprises.

"Les investisseurs reprennent peu à peu leur routine et concentrent de nouveau leur attention sur la saison des résultats désormais bien engagée", observe Andreas Lipkow, analyste pur CMC Markets.

En France, les groupes de luxe, qui pèsent lourd dans l'indice vedette CAC 40, ont publié des résultats mal reçus par les marchés, plombés par les conséquences de la guerre au Moyen-Orient. Le groupe français de luxe Hermès perdait vers 7H30 GMT 13,07% après avoir publié mercredi des ventes en baisse de 1,4% sur un an à 4,1 milliards d'euros, affecté par les taux de change

et le conflit. Et l'action du groupe de luxe Kering cédait 8,78%: au premier trimestre, il a "fait moins bien qu'attendu" avec "sa marque phare Gucci qui a affiché un recul de 8% de sa croissance organique, contre une prévision de -6%", selon les analystes de Bernstein. A Amsterdam, le géant néerlandais de la technologie ASML restait de marbre (+0,09%) malgré une hausse de 15% de son bénéfice net au premier trimestre sur un an et le relèvement de ses perspectives de chiffre d'affaires pour 2026.

A Francfort, l'équipementier pour l'industrie des semi-conducteurs Aixtron s'envolait de 6,45% après avoir relevé ses prévisions de croissance pour l'année 2026 "en raison d'une demande plus forte que prévu pour les équipements optoélectroniques".

BOURSE DE MILAN

Ouverture incertaine, Stellantis s'envole, le luxe pèse sur la tendance

Ouverture en demi-teinte pour Piazza Affari dans un contexte international toujours complexe à déchiffrer. L'espoir d'une reprise des pourparlers entre les États-Unis et l'Iran au Pakistan compense les craintes liées à l'impact de la guerre sur l'économie mondiale, confirmées par les prévisions pessimistes du Fonds monétaire international. Vers 9h25, l'indice Ftse Mib est quasi stable (-0,01%), à l'unisson des autres places européennes.

STELLANTIS se distingue (+4%) et poursuit son rebond après ses récents replis, porté par

les chiffres publiés ce matin faisant état d'une croissance des livraisons au premier trimestre. Les valeurs bancaires affichent peu de variations, à l'exception de MPS (+2,3%) qui progresse le jour de son assemblée générale consacrée au renouvellement du conseil d'administration.

Le secteur du luxe souffre: FERRAGAMO et MONCLER cèdent plus de 2%, dans le sillage de la chute d'Hermès et du repli de Kering après la publication de ses résultats trimestriels.

R.I.

GUERRE IRAN/ETATS UNIS

L'Europe en ordre dispersé ; le marché mise sur la trêve

Mercredi, les principaux indices européens sont attendus sur une note contrastée à l'ouverture, avec une place milanaise peu orientée, tandis que Paris et Francfort sont prévues sous l'équilibre. Hier, les bourses ont poursuivi leur redressement, portées par le repli du pétrole et l'affaiblissement du dollar, alors que les attentes d'un accord entre les États-Unis et l'Iran se renforcent. La trêve de deux semaines tient bon et les marchés commencent à intégrer une désescalade, toute baisse des actions étant perçue comme une opportunité d'achat. L'indice S&P 500 a effacé toutes ses pertes liées au conflit, tandis que l'indice dollar a annulé ses gains depuis le début du mois de mars, signalant un reflux de la demande pour les valeurs refuges, explique Michael Brown, analyste chez Pepperstone. De nouveaux replis du billet vert semblent toutefois limités par la résilience de l'économie américaine, bien que d'éventuelles hausses de taux de la Banque Centrale Européenne ou de la Bank of England pourraient soutenir temporairement l'euro et la livre sterling.

Ainsi, le FTSE Mib est attendu en hausse de 0,1% ou 20,0 points après avoir clôturé mardi sur une progression de 1,4% à 48.175,65 points. En Europe, le FTSE 100 de Londres est prévu dans le vert de 0,1%, le CAC 40 de Paris est indiqué en baisse de 0,3% et le DAX 40 de Francfort est attendu en repli de 0,2%.

A Milan, mardi soir, le Mid-Cap a terminé en hausse de 0,9% à 57.550,96 points, le Small-Cap a progressé de 1,6% à 34.398,60 points et l'Italia Growth a gagné 0,5% à 8.695,76 points.

Sur la place milanaise, Telecom Italia - en hausse de 0,4% - a obtenu une prolongation jusqu'au 15 octobre pour la cession de Sparkle. Par ailleurs, le groupe a annoncé que son conseil d'administration a nommé les conseillers chargés d'assister la société dans l'examen de l'offre publique d'achat et d'échange volontaire et totale lancée par Poste Italiana, qui a fini en repli de 0,2%.

Dans le détail, le conseil de TIM sera épaulé par Evercore et Goldman Sachs en qualité de conseillers financiers, tandis que les cabinets Bo-

nelli Erede et Gatti Pavesi Bianchi Ludovici ont été choisis pour les aspects juridiques.

Le tournant provient du changement d'opinion des analystes de Bank of America, qui relèvent leur recommandation sur Poste Italiana de "sous-performance" à "achat", avec un objectif de cours de 28,8 EUR, soit une hausse de 35% par rapport aux précédentes évaluations. Stellantis, en tête du panier avec un gain journalier de 3,5% à 6,927 EUR, a engagé une simplification de sa structure avec un projet de fusion par absorption de sa filiale Punch Powertrain Psa E - Transmission Assembly Italy par Stellantis Europe. S'agissant d'une filiale détenue à 100%, la fusion s'effectuera sous forme simplifiée, sans rapport d'échange.

A2A - en hausse de 0,1% en fin de séance - a annoncé avoir finalisé l'acquisition des 10% de parts de Duereti détenues par e-distribuzione, portant ainsi sa participation à 100%. Duereti est active dans la distribution d'électricité dans certaines communes des provinces de Milan et Brescia.

Cassa Depositi e Prestiti a désigné

Pasqualino Monti comme nouveau directeur général de Terna, qui a reculé de 0,4%, en incluant son nom dans la liste approuvée par le groupe qui, via CDP Reti, détient 29,85% du capital du gestionnaire de réseau. La séance s'est achevée sur de solides gains pour Moncler, en hausse de 3,2% à 54,74 EUR par action, aux côtés d'UniCredit, qui a progressé de 3,2% à 70,36 EUR. Eni a clôturé en baisse de 2,2%, de concert avec Terna, en repli de 1,9%.

Sur le Mid-Cap, le groupe chinois Sinochem, via le véhicule Marco Polo International Italy, a contesté les restrictions prévues par le décret "Golden Power" sur Pirelli, qui a cédé 0,6%, soutenant que ces mesures "portent atteinte aux droits et intérêts légitimes" de l'actionnaire selon le droit des sociétés italien et les statuts de l'entreprise.

L'OPA partielle lancée par Karel Komárek sur Ferretti Group s'est achevée, récoltant environ 8,7% du capital, soit près de 57% de l'offre, portant la participation totale à 23,2%. L'opération, menée via KKCG Maritime, prévoyait un débours de 202 millions EUR pour monter à 29,9%

contre 14,5% précédemment dans le groupe de nautisme de luxe. Le titre Ferretti a lâché 2,1%.

Danieli & C - en hausse de 4,0% en clôture - a signé un accord avec Marcaglia pour la réalisation d'une usine de production d'acier et de laminage de produits plats à Fos-sur-Mer, en France, pour un montant total d'environ 450 millions EUR, options et pièces de rechange incluses. Multiply a gagné 4,4%, tandis qu'Alerion a fini la séance dans le rouge, perdant 4,0% à 23,80 EUR.

Sur le Small-Cap, OPS eCom, en hausse de 13%, a reçu de Production Code Srl une demande de conversion intégrale de sa créance de 60.000 EUR en actions de la société, dans le cadre du renforcement des fonds propres déjà engagé. OPS Italia - en hausse de 4,3% - a fait savoir que son conseil d'administration a émis un avis favorable préliminaire concernant l'acquisition potentielle de 100% du capital d'Energie, société de distribution d'électricité basée à Bologne.

Synthèse R.I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 14 Avril 2026
Valeur : 16 Avril 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENDE
1	USD US DOLLAR	132.1178	132.1328
1	EUR EURO	155.5423	155.5864
1	GBP POUND STERLING	178.7792	178.8479
100	JPY JAPANESE YEN	83.0616	83.0763
1	CNY CHINESE YUAN	19.3815	19.3840
1	CHF SWISS FRANC	169.1216	169.2058
1	CAD CANADIAN DOLLAR	95.9391	95.9779
1	DKK DANISH KRONE	20.8302	20.8339
1	SEK SWEDISH KRONA	14.4226	14.4267
1	NOK NORWEGIAN KRONE	13.9921	13.9968
1	AED UAE DIRHAM	35.9690	35.9829
1	SAR SAUDI RIYAL	35.2033	35.2110
1	KWD KUWAITI DINAR	431.1939	431.3836
1	TND TUNISIAN DINAR	45.0824	45.5355
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.2175	14.2191
1	LYD LIBYAN DINAR	20.7436	20.8500
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3205	3.3308
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	180.8893	180.8893

ZONE EURO

La BCE appelle à un "véritable marché bancaire unique"

La Banque centrale européenne a appelé mardi à la construction d'un marché bancaire intégré en zone euro, une condition jugée essentielle pour renforcer la compétitivité des établissements européens face à leurs concurrents internationaux.

L'étape cruciale pour renforcer la compétitivité de l'Europe est un véritable marché bancaire unique au sein duquel les capitaux et la liquidité peuvent circuler librement entre les frontières, et où les dépôts sont protégés de manière équivalente dans l'ensemble de la zone euro, a déclaré Luis de Guindos, vice-président de la BCE, dans un communiqué de l'institution. Dans ce cadre, la BCE estime que l'union bancaire devrait être considérée, à des fins de réglementation financière, comme une "juridiction européenne unique", ce qui ressort de sa réponse, publiée mardi, à la consultation publique lancée par la

Commission européenne sur la compétitivité du secteur bancaire.

L'institution monétaire souligne que les banques de la zone euro sont aujourd'hui suffisamment capitalisées, à la suite des réformes engagées après la crise financière de 2008.

Elles ont également démontré leur capacité à maintenir le financement de l'économie même durant des périodes récentes de fortes tensions.

Cependant, la BCE constate que les activités bancaires transfrontalières sont restées "globalement stagnantes au cours de la dernière décennie".

Selon elle, les obstacles sont multiples à

l'intégration, avec pour conséquence de freiner encore le développement des activités bancaires au-delà des frontières nationales, limitant la taille des banques européennes par rapport à leurs concurrentes internationales.

Pour améliorer la compétitivité du secteur, la BCE insiste sur la nécessité de progresser en matière d'harmonisation, d'intégration et de réalisation d'économies d'échelle, plutôt que de recourir à une déréglementation qu'elle juge potentiellement risquée et susceptible de fragiliser la stabilité financière.

APS

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

La Russie se dit prête à «compenser» le déficit de ressources énergétiques de la Chine

En visite en Chine, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a aussi confirmé une visite de Vladimir Poutine au cours du premier semestre 2026.

La Russie est prête à «compenser» le déficit énergétique subi par la Chine et d'autres pays à cause de la guerre au Moyen-Orient, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à Pékin ce mercredi 15 avril, cité par les

agences de son pays. Sergueï Lavrov, en visite en Chine depuis mardi, a été reçu mercredi par le président Xi.

Les deux pays ont d'étroites relations diplomatiques et économiques, sont des partenaires de l'Iran et des rivaux des États-Unis. «La Russie peut sans aucun doute compenser le déficit de ressources qui est apparu, aussi bien pour la République populaire de Chine que pour tous les pays désireux de travailler avec

nous d'une manière équitable et mutuellement bénéfique», a dit Sergueï Lavrov lors d'une conférence de presse distincte de sa rencontre avec Xi Jinping.

Sergueï Lavrov a affirmé que les relations de la Russie et de la Chine «demeurent inébranlables face à toutes les tempêtes». Les relations entre Vladimir Poutine et Xi Jinping contribuent pour leurs pays à un «degré élevé de résilience face aux chocs qui ont bouleversé le monde»,

a-t-il dit.

Sergueï Lavrov a aussi confirmé une visite en Chine du président russe Vladimir Poutine au cours du premier semestre 2026. Le président chinois Xi Jinping pourrait ainsi recevoir successivement dans les prochaines semaines son homologue américain Donald Trump, annoncé mi-mai, et russe, dans une période de fortes tensions géostratégiques.

Agence

ESPAGNE

L'inflation révisée à la hausse en mars

L'inflation a finalement bondi de plus d'un point en mars en Espagne pour atteindre 3,4% sur un an, en raison de la hausse du prix du pétrole, a rapporté mardi l'Institut national des statistiques (INE).

Cette forte hausse, par rapport aux 2,3% enregistrés en février, "est due à l'augmentation des prix des carburants et lubrifiants pour véhicules personnels", a indiqué l'INE dans un communiqué.

En Espagne, le prix du gasoil 95 E5 est monté

de 1,48 euro par litre le 28 février, à 1,80 euro/litre, d'après des chiffres du ministère de la Transition écologique.

Son prix est tombé depuis autour de 1,55 euro/L à la suite de l'adoption par le gouvernement d'un plan d'urgence de cinq milliards d'euros pour atténuer les effets de l'escalade militaire dans le Golfe et le Moyen-Orient qui a fait augmenter sensiblement les prix de l'énergie.

Malgré la hausse des prix, qui grignote le pou-

voir d'achat des ménages, le contexte économique général reste positif en Espagne, où la croissance a atteint 2,8% en 2025, soit près du double de celle de la zone euro.

Elle est attendue à 2,3% cette année par la Banque d'Espagne, qui a dit fin mars toutefois redouter un possible "ralentissement significatif" dans la quatrième économie de la zone euro.

APS

FRANCE

Les prix à la consommation en hausse de 1% en mars, dopés par ceux du pétrole

Les prix à la consommation en France, tirés par celui du pétrole, ont augmenté de 1% sur le mois en mars, soit un peu plus qu'initialement annoncé, et de 1,7% sur un an, annonce mercredi l'Insee dans ses résultats définitifs. La hausse mensuelle avait initialement été annoncée à 0,9%. La hausse sur un an n'est pas révisée, mais elle traduit une envolée, après +0,9% en février: les prix ont été tirés à la hausse par l'énergie, et particulièrement les produits pétroliers (+17,1% sur le mois après +1,8% en février), en lien avec la guerre au Moyen-Orient déclenchée le 28 fé-

vrier.

Les prix de l'énergie dans leur ensemble augmentent de 8,9% sur le mois en mars, après +0,3% en février. Les prix des produits manufacturés augmentent moins qu'en février (+0,7% après +1,4%) comme ceux des services (+0,2% après +0,5%) et du tabac (+0,3% après +0,4%). Les prix de l'alimentation sont en légère hausse (+0,1% après une stabilité).

Hausse des prix à la consommation Corrigés des variations saisonnières, les prix à la consommation augmentent de 0,8% en mars après +0,2% en février. La hausse des prix de 1,7% sur

un an, remarque l'Institut national de la statistique, s'explique en grande partie par la montée rapide des prix de l'énergie (+7,4% après -2,9% en février). Sur l'année, les prix des produits pétroliers ont ainsi augmenté de 18,1% en mars: +23,5% pour le gazole, +9,9% pour l'essence et +40,9% pour les combustibles liquides. Les prix de l'électricité pour leur part continuent à baisser (-3,1%) comme ceux du gaz (-2,2%).

Sur un an, les prix des services accélèrent légèrement (+1,7%), comme les prix du tabac (+3,2%). Pour leur part, les prix de l'alimentation ralentissent

(+1,8%) et ceux des produits manufacturés baissent encore (-0,5%). L'inflation sous-jacente sur un an, qui ne tient pas compte des prix les plus volatils, comme ceux de l'alimentation ou de l'énergie, s'établit à +1,1% en mars après +0,9% en février. L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), qui permet la comparaison entre les pays de la zone euro, augmente de 1,1% sur un mois, après +0,7% en février. Sur un an, il augmente de 2,0% (au lieu de 1,9% initialement annoncé) après +1,1% en février.

R I/Agence

ARGENTINE

Inflation en regain

L'inflation en Argentine a connu une accélération en mars à +3,4%, indice mensuel le plus élevé en près d'un an.

La hausse des prix en mars, publiée mardi par l'Institut national de la statistique (Indec), confirme une remontée lente mais continue depuis mi-2025, quand l'inflation s'était établie à 1,5% en mai, plus bas niveau depuis cinq ans.

Malgré ce dixième mois de hausse consécutive, l'inflation atteint 32,6% sur douze mois, restant sur une tendance lourde à la désinflation depuis deux ans sous le gouvernement de l'ultralibéral Javier Milei. L'an dernier à la même époque, l'inflation interannuelle était de 55,9%. Et de 161% à son arrivée au pouvoir fin 2023. Parmi les récentes statistiques négatives, l'activité industrielle a chuté de 8,7% sur un an en février, et le travail informel a augmenté sur deux ans, passant de 41,4% à fin 2023 à 43% fin 2025.

APS

MALDIVES

Le président remanie le gouvernement

Le président des Maldives, Mohamed Muizzu, a remanié son gouvernement et réduit le nombre de ministres, a annoncé mercredi l'exécutif de l'archipel.

"Le président Muizzu a restructuré le cabinet en le réduisant à 15 ministres, contre 20 auparavant", a indiqué son bureau dans un communiqué.

Le ministre de la Défense, Mohamed Ghassan Maumoon, a démissionné mardi aux côtés de neuf autres ministres, ouvrant la voie à un remaniement du gouvernement. Le nom de son remplaçant n'a pas été annoncé. Le 4 avril, les électeurs de l'archipel ont rejeté lors d'un référendum un projet de gouvernement, visant à fusionner les scrutins présidentielle et législatives pour faire des économies. Appelés à voter le même jour pour des élections locales, ils ont infligé un cinglant revers au chef de l'Etat.

Le principal parti d'opposition, le Parti démocrate maldivien, a remporté les deux principales assemblées parlementaires de l'archipel, celles de la capitale Malé et de la région de Addu (sud).

APS

Western Union bascule de VMware vers Nutanix

A l'occasion de la conférence .NEXT 2026 de Nutanix à Chicago, la société financière a amorcé une migration de son infrastructure de virtualisation, abandonnant VMware au profit de la solution de Nutanix.



A l'occasion de la conférence .NEXT 2026 organisée par Nutanix à Chicago (7-9 avril), Western Union a expliqué avoir lancé, il y a environ six mois, un projet de migration de 900 à 1 200 applications tournant sur VMware vers les systèmes du spécialiste des infrastructures hyper-convergées Nutanix, racontent nos confrères de The Register. La migration n'en est qu'à ses débuts, précise Brandon Shaw, le responsable des services technologiques de Western Union, et se heurte aux obstacles classiques de la migration d'anciennes applications vers de nouvelles infrastructures. Parfois, leur évolution suppose leur refactoring, leur réécriture partielle, voire leur abandon

pur et simple quand elles sont jugées non indispensables.

Clauses de pérennité dans le contrat

La décision de migration, si elle n'est pas étrangère aux changements de licensing impulsés par Broadcom suite au rachat de VMware, est aussi liée aux transformations de Western Union, qui entend adopter un positionnement plus proche de ses clients et s'ouvre à de nouveaux fournisseurs à cette occasion. Selon Brandon Shaw, Western Union, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 4,1 Md\$ en 2025, conserve des relations non conflictuelles avec Broadcom et utilise certains de ses logiciels autres que VMware. Mais le DSI

mentionne des « défis dans l'organisation de relations partenariales » avec cet acteur.

Si, au moment de la signature du contrat, Western Union a considéré le risque de voir Nutanix racheté à son tour - comme l'a été VMware avant lui -, Brandon Shaw indique que, durant les négociations, les avocats du fournisseur ont accepté d'inclure des clauses de continuité. « Cela nous a rassurés quant à la pérennité de l'accord », dit le DSI, ajoutant que la solution Nutanix est aussi bien adaptée aux besoins de Western Union, qui opère dans 200 pays différents. Avec, parfois, le besoin de faire tourner localement certaines applications.

Le risque de "bioterrorisme IA" grandit de jour en jour, voici ce que cela signifie

L'intelligence artificielle est capable de concevoir et piloter des dizaines de milliers d'expériences biologiques en totale autonomie. Une révolution scientifique dont les mêmes outils pourraient, entre de mauvaises mains, accélérer la mise au point d'agents pathogènes mortels.

C'est un risque évoqué depuis l'émergence des IA génératives : leur capacité à confectionner différents types d'armes, offrant des connaissances jusqu'alors inaccessibles à n'importe quel individu. Ce n'est, d'ailleurs, pas rien si OpenAI et Anthropic recherchent chacune des experts en armes chimiques pour mieux contrôler leurs modèles.

Dans une longue analyse publiée dans The Conversation, Stephen D. Turner, professeur associé en science des données à l'Université de Virginie, alerte sur un danger émergent, facilité par l'IA : le bioterrorisme.

Le double usage

Car l'IA s'est imposée dans les laboratoires de biologie, notamment parce qu'elle permet d'anticiper certains comportements moléculaires ultra rapidement, là où les humains peuvent prendre des années. La technologie est ainsi capable de concevoir de toutes nouvelles protéines, qui assurent la quasi-totalité des fonctions vitales de nos cellules, en quelques heures.

De quoi aider les chercheurs à développer des médicaments plus vite et des vaccins moins coûteux, octroyant une capacité de réponse accrue face aux épidémies. Mais c'est une révolution à double tranchant. Ces mêmes outils peuvent être détournés à des fins malveillantes, un phénomène que les spécialistes appellent le « problème du double usage ».

Et les études récentes sont préoccupantes. L'une d'elles, menée par l'entreprise d'IA Scale AI et l'ONG SecureBio, spécialisée dans la biosécurité, a montré que des personnes sans formation en biologie, simplement armées d'un grand modèle de langage, parvenaient à réaliser des tâches complexes de virologie avec quatre fois plus de succès qu'un groupe sans assistance IA.

Plus inquiétant encore : près de 90 % d'entre elles ont réussi à contourner les filtres de sécurité des modèles pour obtenir des informations sensibles sur des agents pathogènes dangereux.

Les garde-fous ne sont pas assez robustes

Dans le même temps, les garde-fous peinent à suivre. La Convention sur les armes biologiques, signée en 1975, ne fait évidemment aucune mention de l'intelligence artificielle. Et les entreprises américaines qui fabriquent et vendent des séquences d'ADN synthétique, pouvant ensuite être utilisées pour créer ou modifier des organismes, sont censées vérifier que leurs produits ne tombent pas entre de mauvaises mains. Mais ce processus repose sur le bon vouloir des acteurs du secteur : aucune loi ne les y oblige. Mais ce n'est pas tout. Dans la grande majorité, les évaluations de sécurité que les entreprises d'IA réalisent avant de lancer leurs modèles manquent souvent de transparence, et ne sont pas conçues pour mesurer des risques biologiques réels. Si certaines, comme Anthropic, tentent d'agir, ces initiatives restent volontaires et fragmentées. Le P.-D. G, Dario Amodei, a lui-même reconnu que le rythme du développement de l'IA pourrait bientôt dépasser la capacité de n'importe quelle entreprise à en évaluer les dangers. Un aveu rare, et révélateur de l'ampleur du défi...

Brèves

Amazon rachète Globalstar

Pour renforcer son offre de connectivité par satellite en orbite basse (Leo) et concurrencer Starlink, Amazon a annoncé l'acquisition de Globalstar pour un montant de 11,6 Md\$. Cette opération comprend une constellation de 24 satellites en orbite basse déjà déployés, les 28 antennes terrestres dans 18 pays et les licences sur le spectre (sur la bande de fréquence 53 comprise entre 2483,5 et 2495 MHz) obtenues dans 12 pays. Ces capacités vont étoffer les capacités d'Amazon Leo qui a lancé à date 240 satellites (en retard sur son programme de 1 200 prévus à la fin juillet 2026) et prévoit d'en avoir 3 200 d'ici 2028. On est loin des 10 000 satellites de Starlink et encore plus de l'europpéen Eutelsat/ OneWeb qui en ont un peu plus de 600. En parallèle du rachat, Amazon annonce la poursuite du partenariat entre Apple et Globalstar. En novembre 2024, la firme de Cupertino avait pris une participation de 20% dans ce dernier pour étendre ses services satellitaires dans les iPhone

comme Emergency SOS by Satellite, Roadside Assistance via Satellite, Send Location via Satellite et, avec iOS 18, Messages via Satellite.

Windows 11 relève la limite FAT32 à 2 To

Après plus de trente ans de blocage, Microsoft s'apprête à supprimer la limite de 32 Go imposée au formatage FAT32 sous Windows. Les versions preview de Windows 11 - Dev Build 26300.8170 et Beta Build 26220.8165 - permettent désormais de formater des volumes FAT32 allant jusqu'à 2 To via l'invite de commandes, grâce à la commande format. Cette restriction, instaurée en 1994 par un développeur Microsoft, n'avait aucune justification technique : FAT32 supporte depuis longtemps des capacités bien supérieures. Concrètement, les utilisateurs pourront ainsi exploiter de grands supports de stockage externes au format FAT32, apprécié pour sa

compatibilité universelle, sans recourir à des outils tiers. Attention : la limitation reste active dans l'interface graphique de Windows, et la taille maximale d'un fichier individuel demeure plafonnée à 4 Go. Ce changement n'est pour l'heure disponible que pour les Windows Insiders.

Nvidia dément racheter un fabricant de PC

Nvidia a réfuté une information publiée par le site SemiAccurate selon laquelle la société chercherait à acquérir une grande entreprise susceptible de « redessiner le paysage du PC ». Le site affirmait que le fournisseur américain négociait un accord depuis plus d'un an. Cette information a provoqué lundi une hausse des actions des fabricants de PC comme Dell et HP.

TOUTES LES PHOTOS ET INFOS SUR LA COMPACTE ÉLECTRIQUE

Nouvelle Volkswagen ID.3 Neo

Première Volkswagen 100% électrique grand public lancée en 2019, l'ID.3 ambitionnait aussi d'ouvrir une nouvelle ère chez le constructeur allemand en bousculant nombre de ses traditions. Las, entre débuts difficiles et trop plein d'innovations pas toujours bien perçues par les clients fidèles, l'ID.3 n'a pas eu l'effet escompté. Et, même si depuis la barre a été redressée avec des ventes au rendez-vous depuis son (premier) restylage de 2023, la compacte électrique de VW passe de nouveau par la case lifting. Cette seconde opération chirurgicale est aussi une forme de mea culpa pour le constructeur allemand qui corrige ce coup-ci les principaux défauts de son modèle en revenant à des fondamentaux maison. Découvrons ensemble pourquoi.

De bonnes voitures qui n'ont pas connu le succès escompté, les livres d'histoire automobile en comptent plein et chez tous les constructeurs. Trop audacieuses côté style, trop avant-gardistes côté technologie, pas fiable, on peut trouver chez toutes les marques, du moins celles qui sont établies depuis des décennies, de nombreux exemples. Dans cette liste, la Volkswagen ID.3 est un cas d'école.

Souhaitant faire table rase du passé et définitivement tourner la page du dieselgate, Volkswagen veut créer une rupture totale avec sa première électrique 100% public. Pour cela le label allemand va loin, sans doute trop, dans la démarche. Entre un style jugé "trop monospace" ou encore un intérieur ultra-moderne avec une approche tout/trop tactile, l'ID.3 lancée en 2019 a sans doute trop coupé en effet les ponts avec les Golf et compagnie. De quoi déboussoler une clientèle fidèle qui a toujours aimé les VW pour le savant mélange entre conservatisme et pragmatisme de ses créations.

A cette prise de risque que VW avait sans doute calculé, la marque allemande en a négligé d'autres. Qualité perçue discutable et gros problèmes logiciels plombent le lancement de cette voiture "révolutionnaire" pour le géant allemand. Et pour ne rien arranger, pour sa première année pleine de commercialisation, l'ID.3 attrape, comme le reste du monde, une grippe (COVID19) aux lourdes conséquences pour l'industrie auto.

De l'ID.3 à l'ID.3 Neo, bien plus qu'un changement d'appellation !

Lorsqu'on fait une erreur en tapant sur un ordinateur, elle est rapide à corriger. Dans une industrie aussi lourde que l'automobile, c'est évidemment nettement plus compliqué. Ainsi, si vous êtes un fin connaisseur de la gamme Volkswagen, il ne vous aura pas échappé que l'ID.3 a déjà été restylée en 2023. Mais si les changements avaient déjà permis de corriger en partie les défauts du modèle, lequel a d'ailleurs depuis trouvé des couleurs côté ventes représentant en France 2/3 des ventes totales d'électriques de la marque, le chantier n'avait pas été terminé. C'est à cette fin de travaux que parvient l'ID.3 Neo.

Si cela ne saute pas aux yeux de prime abord, cette nouvelle itération renoue avec nombre des ingrédients typiques du constructeur plébiscités par les clients. Mais cela ne concerne pas la carrosserie. En effet, si entre bouclier redessiné et optiques retravaillées (sans oublier le logo lumineux), cette ID.3 Neo mérite son appellation Neo de face, pour le reste c'est plutôt ID.3...rétro.

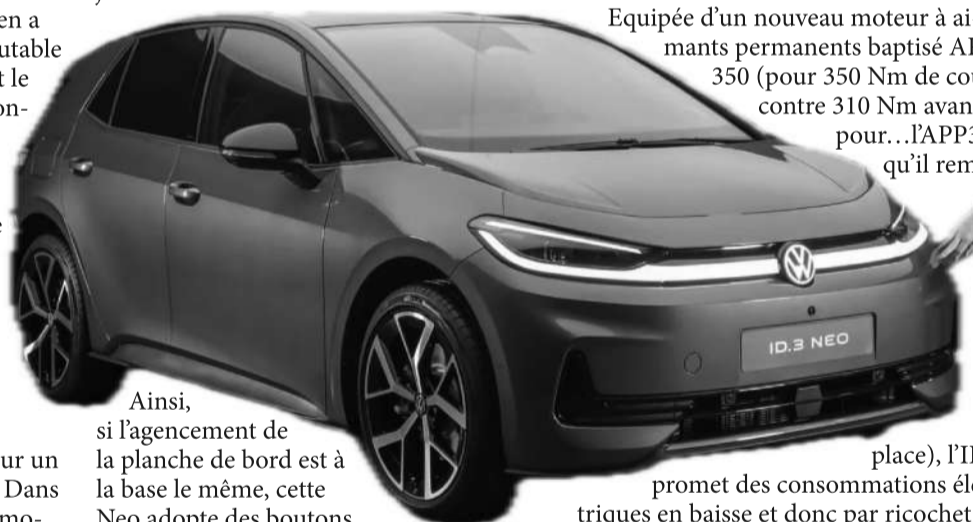
De profil ou à l'arrière, on a effectivement toujours affaire à la même voiture avec des pièces de carrosserie inchangées. L'as-

tuage pour faire nouveau a juste consisté à peindre de la couleur carrosserie les éléments qui étaient systématiquement en noir avant (hayon, toit, entourage pare-brise). Pour vraiment percevoir le changement, c'est à bord que ça se passe.

ID.3 Neo : un intérieur façon VW d'avant

À l'adolescence, personne ne les aime. Mais nous à l'Automobile Magazine, on est fans des vrais boutons... à bord des voitures car on n'a jamais rien inventé de mieux pour rendre plus facile la vie de l'automobiliste. Pas emballés par l'approche trop tactile de ses créations récentes, les clients de Volkswagen réclamaient le retour de ces bonnes vieilles touches physiques.

Si le message a été entendu par VW et son patron Thomas Schäfer qui a pris la décision de revenir en arrière dans le domaine, il aura donc fallu attendre ce deuxième restylage pour l'ID.3. Mais entre nous soit dit trop tard vaut mieux que jamais.



Ainsi, si l'agencement de la planche de bord est à la base le même, cette Neo adopte des boutons partout. Sur la contre-porte conducteur avec quatre touches pour commander les vitres (contre deux avant avec un bouton rear tactile peu pratique avant), sur le volant pour tout commander facilement, avec une vraie molette pour régler le volume de la radio ou encore, via des touches sur la console centrale pour commander la climatisation : c'est simple à l'usage. Et le retour fracassant de ces touches à l'ancienne est au-delà de l'ergonomie un plus pour la sécurité.

ID.3 Neo : les aspects pratiques soignés

Ainsi, le tactile est désormais réduit au périmètre où il aurait dû rester, à savoir sur la dalle centrale. Cette dernière de 12,9 pouces en série est secondée par un écran compteur plus grand (10 pouces contre 5,3 jusqu'ici) offrant davantage d'affichages dont un "old school" imitant pour l'anecdote le compteur d'une Golf première génération comme dans l'ID.Polo qui ne devrait pas tarder à être officiellement révélée.



L'ID.3 Neo soigne aussi l'aspect matériaux et les aspects pratiques avec l'adoption d'une console centrale séparant conducteur et passager avant proposant ainsi deux chargeurs à inductions et double rangement. Pour le reste on retrouve à bord qualités et défauts de cette compacte électrique généreuse pour ses passagers arrière grâce à un empattement de 2,76 m mais un peu moins côté coffre, rançon de son architecture technique à moteur arrière.

ID.3 Neo : nouveau moteur plus efficace

Equippée d'un nouveau moteur à aimants permanents baptisé APP 350 (pour 350 Nm de couple contre 310 Nm avant pour... l'APP310 qu'il rem-

cette réduction n'aurait aucun impact sur le temps de charge de 10 à 80% la marque ayant décidé de privilégier une courbe de charge plus constante sur la durée. De son côté la grosse batterie (79 kWh) régresse elle aussi mais plus légèrement (183 kW en DC contre 185 avant).

ID.3 Neo : batteries, autonomies WLTP et puissances

- ID.3 Neo 50 kWh : jusqu'à 417 km, 170 ch
- ID.3 Neo 58 kWh : jusqu'à 494 km, 190 ch
- ID.3 Neo 79 kWh : jusqu'à 630 km, 231 ch

Le bilan de la Volkswagen ID.3 Neo Comme le vin, la Volkswagen ID.3 se bonifie avec le temps. En proposant enfin un habitacle aux standards appréciés des productions Volkswagen, cette version Neo de la compacte électrique allemande se met en position de séduire davantage de clients. Mais, plus toute

jeune et très prochainement concurrencée en interne par des ID.Polo et ID.Cross plus fraîches, on se dit que ces modifications arrivent sans doute un peu trop tard. C'est d'autant plus vrai que les versions premier prix de ses encombrantes petites sœurs devraient se montrer plus abordables que l'ID.3.Neo dont le tarif de base devrait tourner autour des 35 000 €.



Le dollar en légère hausse face à l'euro

Le dollar progresse mercredi, le marché semblant optimiste quant à une désescalade militaire dans la région du Golfe et du Moyen-Orient.

Dans la matinée, la devise américaine grappillait 0,13% à la monnaie unique européenne, à 1,1779 dollar pour un euro, et 0,12% à la livre sterling. Le Dollar Index, qui compare le billet vert à un panier d'autres grandes devises, s'affichait quasi-stable, et était presque retombé à ses niveaux précédant l'escalade militaire dans la région du Golfe et du Moyen-Orient. Le prix de l'or, également considéré comme une valeur refuge, reculait de 0,89% à 4.798,39 dollars l'once.



MDN

Saisie de plus de 11 quintaux de kif traité en provenance du Maroc à Béchar

Une tentative d'introduction de plus de 11 quintaux de kif traité provenant des frontières avec le Maroc a été déjouée mardi lors d'une opération menée par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) relevant du secteur militaire de Béchar, indique mercredi le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. "Dans la dynamique des efforts de lutte contre les barons de la contrebande et les narcotrafiquants, et suite à une exploitation optimale des informations, des détachements combinés de l'ANP relevant du secteur militaire de Béchar en 3e Région militaire, ont déjoué, hier 14 avril 2026, une tentative d'introduction de (11) quintaux et (10) kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc", précise la même source. "Cette opération qualitative réaffirme une autre fois la mobilisation des unités de l'ANP à faire face à toute tentative visant à porter atteinte à la sécurité du citoyen", conclut le MDN.

R N.

IL A ÉTÉ SALUÉ, À SON DÉPART DE L'AÉROPORT D'ALGER, PAR LE PRÉSIDENT TEBBOUNE

Le pape Léon XIV achève sa visite en Algérie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a salué, mercredi, le Pape Léon XIV, à l'aéroport international Houari-Boumediene (Alger) au terme d'une visite officielle de trois jours en Algérie. Après avoir écouté les hymnes nationaux des deux pays, le président de la République et le Pape Léon XIV ont passé en revue des détachements des différentes Forces de l'Armée nationale populaire (ANP) qui leur ont rendu les honneurs. Par la suite, le président de la République a salué la délégation accompagnant le pape Léon XIV. De son côté, le Souverain pontife a salué les hauts responsables de l'Etat. Auparavant, le Président de la République s'est entretenu en tête-à-tête avec le



Pape Léon XIV au salon d'honneur présidentiel de l'aéroport. Il est à rappeler que le Pape Léon XIV a adressé, mardi à Annaba, ses remerciements très particuliers aux autorités algériennes pour l'accueil et l'hospitalité qui lui ont été réservés

à l'occasion de sa visite officielle en Algérie. Lors d'une messe qu'il a présidée à la Basilique Saint Augustin, le pape Léon XIV a tenu à adresser un message de remerciements aux autorités algériennes pour l'accueil qui lui a été réservé

lors de cette visite. "Merci pour tout un chacun pour l'accueil qui m'a été réservé. Mes remerciements très particuliers vont également aux autorités algériennes pour l'hospitalité dont j'ai bénéficié", a-t-il affirmé.

Abordant la situation actuelle dans le monde, le Pape Léon XIV a, de nouveau, plaidé pour la paix, appelant à suivre "les voies de la justice et de la communion". Le Souverain pontife est arrivé, mardi après-midi, à la Basilique Saint Augustin, au deuxième jour de la visite officielle qu'il effectue en Algérie à l'invitation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Synthèse R N.

NORVÈGE

Les exportations de pétrole atteignent un niveau record

Les exportations de pétrole brut de la Norvège ont atteint un niveau record en mars, l'escalade militaire dans le Golfe et le Moyen-Orient ayant fait flamber les prix du pétrole, a indiqué mercredi l'Office norvégien des statistiques. Le pays scandinave est le plus grand producteur de pétrole et de gaz naturel d'Europe, hors Russie. Les exportations de pétrole brut de la Norvège en

mars se sont élevées à 57,4 milliards de couronnes (5,2 milliards d'euros), soit une hausse de 67,9% par rapport au même mois de l'année précédente, a indiqué Statistics Norway. Le prix du pétrole s'est établi en moyenne à 1.014 couronnes (107,52 dollars) le baril en mars, son plus haut niveau mensuel depuis septembre 2023, a-t-il précisé. La Norvège investit les recettes pétrolières et ga-

zières de l'Etat dans son fonds souverain, le plus important au monde avec des actifs d'environ 2.190 milliards de dollars. Créé au début des années 1990, ce fonds a pour objectif de financer les dépenses futures de l'Etat, car les recettes issues des exportations de pétrole et de gaz devraient diminuer à long terme.

Chronique Eco
d'Anouar
El Andaloussi

Economie et géopolitique : qui aura le dernier mot ?

L'économie a toujours été influencée par les questions géopolitiques. De même, la géopolitique est fortement impactée par les relations économiques entre les Etats. L'économie fonctionne selon des logiques et des règles relativement stables dans le temps. A contrario, la géopolitique a plutôt une dimension conjoncturelle très prégnante ; elle a des fondements liés aux rapports de forces et aux considérations de toutes natures, celles se rapportant à l'économie, à la géographie, à la diplomatie et d'une façon générale aux relations internationales. En période de paix et/ou de prospérité, l'économie est plus ou moins indépendante de la géopolitique, sauf à considérer les questions du commerce international. Avec la mondialisation, le rapprochement entre les deux disciplines s'est renforcé et les spécialistes des deux disciplines alimentent leurs boîtes à outils respectives par les dimensions de l'autre partie. Ainsi, les analystes de l'économie intègrent les dimensions géopolitiques lorsqu'ils considèrent l'impact significatif ou du moins déterminant pour la compréhension des phénomènes observés. A titre d'exemple, dans une zone de conflit, les coûts de transport deviennent excessifs et entraînent des charges additionnelles pour les marchandises et peuvent avoir un impact sur l'infla-

tion dans le pays de destination de ces marchandises. Le Libre-échange a ouvert les marchés à tout le monde par une « suppression » relative des frontières commerciales, mais n'a pas supprimé les frontières politiques dites de souveraineté. De même l'analyste en géopolitique intègre les dimensions économiques dans ses analyses s'il veut comprendre certains facteurs économiques impactant la géopolitique. Il en est ainsi de la question de l'énergie. Cette matière première stratégique est singulière dans sa production, son financement, son commerce et surtout ses prix. Son impact sur toutes les économies et très important. Finalement les relations entre les deux sont évidentes, tautologiques et même « fusionnelles ». La guerre au Moyen-Orient est l'exemple d'une crise géopolitique de premier rang. Au-delà de ses multiples caractères, idéologique, politique, militaire et même civilisationnelle (au sens de Huntington : Le Choc des Civilisations), la crise s'est métamorphosée, chemin faisant, en crise économique mondiale, parce que l'énergie commence à manquer, les coûts de transports ont explosé suite à l'augmentation des assurances, les installations économiques énergétiques détruites, les banques centrales en alerte et l'inflation commence à s'installer, sans parler du dollar et de son

rôle dans le commerce mondial. L'économie est devenue la porte de sortie de la crise. Comment libérer et sécuriser les voies de communication, comment reprendre l'activité des complexes énergétiques etc. ? L'Iran, en détenant le levier du détroit d'Ormuz, exige même des préalables à la négociation comme la récupération des fonds gelés dans les Banques américaines. Les questions économiques sont au cœur de la crise, aussi bien du côté des motifs de la guerre (contrôle du pétrole de la région et du système pétrodollars), que du côté des conditions de sortie de la crise. Historiquement, les guerres se déroulaient entre pays limitrophes, des guerres de territoires et de frontières ; maintenant elles peuvent se dérouler à distance, sur deux continents. L'espace géographique est neutralisé. Ni les USA, ni Israël n'ont une frontière avec l'Iran et pourtant ils livrent des batailles destructrices, meurtrières et surtout impliquant d'autres pays qui n'ont en principe aucun lien avec les belligérants. C'est ici où la géopolitique prend tout son sens. Cette guerre sans terre, hors sol, est rendue possible grâce à la sophistication des armements. Il n'y a pas d'occupation de sols, mais seulement des destructions de ce qu'il y a sur ce sol : population, biens, bâtiments, infrastructures... Une mondia-

lisation de la guerre en somme. La fermeture du détroit d'Ormuz impacte d'autres pays qui peuvent aussi être éloignés des belligérants ou, au contraire, dans la proximité de l'un ou de l'autre de ces derniers. La sortie de crise dans le cas du Moyen-Orient pourrait se faire par la voie d'accords économiques de long terme, s'il n'y avait pas Israël comme partie prenante. Ce dernier pays n'a pas, pour le moment, des intérêts économiques dans les pays de la région ; il veut élargir son espace et son influence ; il fait une guerre de territoire, d'où la différence des objectifs avec les USA, qui eux restent profondément attachés aux intérêts économiques, financiers et monétaires (énergie, les pétrodollars et l'hégémonie du dollar dans le monde). Les négociations à venir et leur aboutissement nous éclaireront sur les vrais objectifs de cette guerre et les bénéficiaires potentiels ou réels. La Turquie ne tardera pas à s'impliquer d'une manière ou d'une autre dans les processus en cours. Le leadership probable de l'Iran et l'émergence du Pakistan comme acteur de premier plan mettent à mal la stratégie économique affichée par la Turquie dans la région. Nous sommes réellement dans la Géopolitique de l'Economie.